« Le tournant vers l'industrie » de la LCR dans les années 1980 : une page méconnue de l'histoire de « l'établissement » en France

The LCR's "Industrial Turn" in the 1980s: A Neglected Chapter in the History of "the Establishment" in France

Hugo Melchior

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/1987>

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Hugo Melchior, « « Le tournant vers l'industrie » de la LCR dans les années 1980 : une page méconnue de l'histoire de « l'établissement » en France », *Histoire Politique* [En ligne], 45 | 2021, mis en ligne le 01 octobre 2021, consulté le 15 décembre 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/1987>

Ce document a été généré automatiquement le 15 décembre 2021.

Histoire Politique

« Le tournant vers l'industrie » de la LCR dans les années 1980 : une page méconnue de l'histoire de « l'établissement » en France

The LCR's "Industrial Turn" in the 1980s: A Neglected Chapter in the History of "the Establishment" in France

Hugo Melchior

L'usine bouleverse mon corps

Mes certitudes

Ce que je croyais savoir du travail et du repos

De la fatigue

De la joie

De l'humanité

Joseph Ponthus, *À la ligne : Feuilles d'usine*

- 1 Le 10 octobre 1937, Léon Trotski, exilé au Mexique, écrivit à James Patrick Cannon, un des principaux dirigeants de la section américaine de ce qui deviendra un an plus tard la IV^e Internationale. Constatant que le Socialist Workers Party (SWP) comptait dans ses rangs bien trop « d'éléments non prolétariens¹ » par rapport à la « minorité d'ouvriers d'usine authentiques », il recommanda à ses membres « d'orienter dans la pratique toute l'organisation vers les usines, les grèves, les syndicats ». L'organisation ne devait pas ressembler à « un club de discussion très intelligent » dans lequel les ouvriers se retrouveraient écrasés par l'autorité des « intellectuels et les travailleurs en faux col² ». Il fallait dans ces conditions l'arracher à son extériorité sociale, cette situation l'empêchant de prétendre à la direction politique des luttes usinières³.
- 2 Quarante ans plus tard, une partie de ses héritiers français regroupés au sein de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), fondée en décembre 1974⁴, se posait la même question du degré d'implantation de leur organisation au sein d'une classe ouvrière qu'ils investissaient de la mission de se « porter candidate au pouvoir⁵ », pour mieux

s'émanciper politiquement et économiquement du « Capital », et ipso facto « changer le monde, changer la vie, et changer l'humanité elle-même⁶ ».

- 3 À compter de son 4^e congrès national qui se tint en juin 1980, partant d'une analyse résolument optimiste de la situation politique susceptible de lui offrir des possibilités nouvelles, la LCR décida, sous l'impulsion décisive du Secrétariat unifié-Quatrième Internationale (SU-QI), la mise en œuvre d'une politique originale visant à « prolétarianiser l'organisation⁷ ». L'enjeu était de ne plus demeurer cantonné aux seuls « secteurs périphériques », comme ceux de l'éducation et de la santé. Avec ce « tournant radical vers l'industrie⁸ », il s'agissait de devenir enfin ce « parti ouvrier efficace et crédible aux yeux des travailleurs qui cherchent une solution de rechange à la politique de collaboration de classes des directions social-démocrate et stalinienne⁹ », autrement dit de hâter la construction de « l'outil de la victoire¹⁰ » qui avait tant manqué au cours de ces « huit semaines qui ébranlèrent la France¹¹ » au printemps 1968.
- 4 La LCR demanda à ses militants sur la base du seul volontariat d'aller « s'embaucher¹² » dans les « secteurs-clefs de la classe ouvrière¹³ » pour constituer des « noyaux communistes¹⁴ » au sein des entreprises investies. Cette décision intervint dans un contexte socio-économique d'augmentation exponentielle du chômage¹⁵ et de désindustrialisation d'une telle intensité que les historiens Marion Fontaine et Xavier Vigna considèrent que, cette fois-ci, dans le cadre de cette histoire de longue durée¹⁶, « une rupture a bel et bien eu lieu¹⁷ » en France et dans les autres pays d'Europe de l'Ouest, comme l'Italie, l'Angleterre, la Belgique, ou aux États-Unis.
- 5 Loin de faire leurs « Adieux au prolétariat¹⁸ », contrairement à certains intellectuels qui, comme André Gorz, sans jamais renoncer à la perspective d'une civilisation post-capitaliste, cessaient d'en faire le sujet de l'émancipation, des dizaines de militants de la LCR pénétrèrent dans des usines, en devenant ouvrier ou technicien, pendant une durée variable, en acceptant les liens de subordination constitutifs de la condition de salarié. Ils renoncèrent *ipso facto*, temporairement ou définitivement, soit à une destinée sociale envisageable au vu de leur parcours scolaire et du rendement socio-économique de leurs titres scolaires, soit à une situation professionnelle qui les avait amenés à se situer en dehors des mondes ouvriers. Dès lors, ces militants révolutionnaires, par ce « reclassement », par ce déplacement fulgurant par-delà les « frontières sociales », pour répondre aux besoins de leur organisation, mais également pour satisfaire des aspirations plus personnelles, conférèrent à leur parcours de vie et à leur trajectoire professionnelle une réorientation radicale.
- 6 L'historiographie¹⁹ s'est intéressée essentiellement à l'établissement²⁰ politique et partisan par l'étude des engagements des seuls militants maoïstes. Elle s'est focalisée soit sur l'Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes qui forma, à partir de la fin de l'été 1967, « des groupes d'établissement » chargés « d'aller vivre parmi les masses, de partager leurs conditions d'exploitation, de travailler avec elles et de se joindre à leurs luttes²¹ », soit sur les militants qui ont démarré une « carrière ouvrière » après mai-juin 1968, ceux de la Gauche prolétarienne²², de Rennes-Révolutionnaire/Drapeau rouge²³, de Prolétaire-Ligne Rouge ou du Parti communiste marxiste-léniniste de France-Front Rouge.
- 7 S'il paraît logique que les militants maoïstes, portés par leurs représentations lointaines et fantasmagoriques de la Grande Révolution culturelle prolétarienne déclenchée au printemps 1966 en Chine, occupent cette place prééminente dans

l'écriture de cette histoire collective, comme en témoignent les passages que leur consacre encore récemment l'historien Philippe Buton²⁴, il n'en demeure pas moins que cette modalité particulière « de s'établir pour aller au peuple²⁵ », caractéristique du paradigme des formes « d'engagement total²⁶ », a eu des vies antérieures²⁷ comme des vies ultérieures. Dès lors, comme l'a rappelé le sociologue Georges Ubbiali²⁸, il faut se garder de restreindre l'étude d'un tel objet aux seules « années 1968²⁹ ».

- 8 Afin de rendre intelligible cette « expérience trotskiste de l'établissement³⁰ » et de proposer par conséquent une compréhension plus complète, moins exclusive de ce « fait social collectif³¹ », afin que cette démarche susceptible d'apparaître *ex post* déconcertante ne soit plus ni une étrangeté, ni une énigme, ni un angle mort de l'historiographie³², nous avons souhaité rendre compte de cette expérience de « l'embauche » individuelle enchâssée dans une démarche partisane et collective³³.
- 9 Ainsi, désireux d'étudier les choix libres de militants en les mettant en relation avec ceux d'une organisation politique, eux-mêmes conditionnés par l'analyse subjective d'un contexte socio-politique donné, nous nous sommes focalisés dans un premier temps sur les raisons qui ont conduit la LCR à entreprendre cette politique volontariste d'implantation dans la classe ouvrière industrielle au tournant des années 1980 dans l'espoir de devenir à moyen terme une organisation de « 4 000 à 5 000 militants dont le centre de gravité serait les bastions clés du mouvement ouvrier³⁴ ».
- 10 Puis, pour reprendre les mots des sociologues Stéphane Beaud et Michel Pialoux, nous avons souhaité interroger ces « engagements incarnés », « imbriqués³⁵ » dans « l'histoire collective » d'un parti politique, de la LCR, en mettant en exergue les déterminants de ces « bifurcations biographiques³⁶ », qui ont concerné des militants³⁷ qui ne voulaient « plus défendre la classe ouvrière sans en être », et qui sont devenus en soi et pour soi des « gens d'usine³⁸ ».

L'urgence de la période : ne plus demeurer à la périphérie de la classe ouvrière

- 11 En novembre 1979, les congressistes du XI^e congrès mondial du SU-QI³⁹, dont la LCR était la section française, adoptèrent à la majorité des délégués présents⁴⁰, sous l'impulsion du dirigeant états-unien du SWP, Jack Barnes, la résolution consacrant « le tournant vers l'industrie ».
- 12 Le XI^e congrès mondial du SU-QI de 1979 enjoignit ainsi l'ensemble des sections membres de « faire de l'enracinement dans la classe ouvrière industrielle une priorité organisationnelle⁴¹ ». Ce « tournant industriel⁴² » n'était rien de moins qu'une « réponse anormale à une situation anormale⁴³ ». En effet, les sections du SU-QI n'étaient pas parvenues au fil des décennies à modifier substantiellement leur sociologie en améliorant conséquemment leur insertion dans leur classe ouvrière respective. Outre l'extrême petitesse⁴⁴ du nombre de leurs militants comparés à ceux des partis socialistes et communistes vis-à-vis desquels il s'agissait d'apparaître aux yeux du salariat exploité telle une alternative crédible et désirable, les sections demeuraient dépourvues d'une implantation suffisante dans « les secteurs clefs de l'industrie », ce qui était désigné comme une « situation d'extériorité par rapport à la classe ouvrière industrielle⁴⁵ » à laquelle il fallait remédier urgemment.

- 13 Les congressistes étaient convaincus que « l'aggravation de la crise économique, sociale et politique⁴⁶ », consécutive au deuxième choc pétrolier et à la récession installée durablement en Europe de l'Ouest comme aux États-Unis, allait amener les décideurs à remettre en cause le « compromis salarial fordiste » établi à l'issue de la Seconde Guerre mondiale pour réguler le rapport capital-travail. Cela les conduirait à rechercher l'amélioration de la compétitivité-coût des entreprises privées dans le cadre d'une économie de plus en plus ouverte et financiarisée, en recourant à une politique « visant à abaisser structurellement le coût de la force de travail⁴⁷ » jusqu'à l'amener à un niveau historiquement bas.
- 14 Jack Barnes insista sur la « dynamique d'austérité⁴⁸ » à laquelle allaient être contraints les capitalistes pour « ouvrir une nouvelle période d'expansion⁴⁹ ». Il fallait s'attendre à ce que ces politiques mêlant « restructurations industrielles accélérées⁵⁰ » et diminution de la part des revenus du travail dans la valeur ajoutée suscitent de fortes réactions au sein des classes ouvrières européennes, et que de cette conflictualité sociale de haute intensité advienne des situations révolutionnaires. Ainsi, les thèses du Congrès mondial de 1979 postulaient que :
- « La révolution socialiste est à nouveau à l'ordre du jour dans l'Europe capitaliste, dans un sens non plus historique, mais plus immédiat⁵¹. »
- 15 Dans ces conditions, il fallait agir « sans plus attendre⁵² » pour remettre en cause le *statu quo ante*.
- 16 Convaincus que « la classe ouvrière industrielle serait de plus en plus au centre de ces batailles de classe⁵³ », la sociologie militante des sections trotskistes du SU-QI était vécue comme une terrible « anomalie⁵⁴ » pour ceux qui revendiquaient la même ambition politique depuis 1938 : doter la classe ouvrière mondiale d'une nouvelle direction politique sans laquelle il n'était pas possible d'envisager une issue positive, lorsque surgiraient de nouvelles « occasions révolutionnaires », comme le fut, selon leurs schèmes interprétatifs, Mai et Juin 1968 en France⁵⁵. Il fallait œuvrer à l'édification d'un « parti ouvrier révolutionnaire⁵⁶ » « indispensable à l'expropriation du Capital⁵⁷ », capable d'être « le facteur décisif d'une situation critique », à la fois « le dirigeant et le rassembleur de toutes les couches opprimées et exploitées de la nation⁵⁸ ».
- 17 À la suite de cette politique de « prolétarianisation », les sections du SU-QI, à l'instar de la LCR, devaient disposer « d'une large majorité de leurs militants⁵⁹ » dans les secteurs productifs jugés prioritaires, tels la métallurgie, la chimie, l'énergie, les transports, et par là même être en mesure d'assumer le rôle de « dirigeants des secteurs clefs de la classe ouvrière⁶⁰ », porteurs d'une politique alternative « aux bureaucraties syndicales ».
- 18 Rosario, militant « embauché » à Lyon dans la chimie, insiste sur cette ambition d'être physiquement présent *intra muros* pour les militants révolutionnaires, car ce positionnement était perçu comme la condition de possibilité pour espérer assumer un rôle déterminant dans l'impulsion et la structuration démocratique des luttes d'usine à venir :
- « On pensait effectivement que des gens comme nous pouvaient déclencher des choses, on sait que le facteur humain est essentiel dans certaines situations, le fait que les salariés puissent compter sur les bonnes personnes. Dans une grève, il faut aussi des facteurs subjectifs pour créer les conditions de cette élévation du niveau de conscience général. Il faut des éléments moteurs pour entraîner, encadrer, proposer. Je pense que de toute façon il peut y avoir révolte, mais pas révolution en

l'absence de ces éléments subjectifs, de ces individualités capables de faire en sorte que les choses se structurent à la base⁶¹. »

- 19 Mais comment obtenir un changement de « l'état sociologique de leur organisation⁶² », tandis que l'Histoire semblait à nouveau « mordiller la nuque⁶³ » des militants trotskistes de la LCR qui anticipaient, dans ce contexte de récession de l'activité économique, de fortes inflations et d'aggravation du chômage de masse, l'ouverture d'une nouvelle période d'insubordination ouvrière intense ?
- 20 Pour aider à la construction d'une « organisation communiste ouvrière », la majorité de la LCR décida de « fabriquer des ouvriers » à partir de son tissu militant existant au risque de procéder à une remise en cause des « équilibres sociaux internes ». Ainsi, cette politique fut dénoncée par une minorité conséquente de ses militants, qui représentait environ 30 % des délégués lors du 4^e congrès national de juin 1980⁶⁴. On compte parmi les opposants des cadres de l'organisation, tels Francis Sitel, Christophe Aguiton ou Hélène Adam. Ancienne établie maoïste, devenue membre du bureau politique (BP) de la LCR en 1980, cette dernière demeure aujourd'hui aussi critique, considérant cette politique comme l'expression d'un « surmoi ouvrieriste⁶⁵ », jugeant qu'il s'agissait « d'une idée très dangereuse, car cela voulait dire au fond qu'un ouvrier chez Renault serait au fond plus pur qu'un employé des PTT⁶⁶ ».
- 21 Ces opposants rejetèrent ce « tournant vers les bastions ouvriers », et notamment la place centrale accordée à « l'embauche » pour réaliser une telle « transformation sociale de l'organisation ». Ils estimaient que la LCR risquait du fait de ce « transfert de forces⁶⁷ » depuis « les secteurs actuels d'implantation » de devoir renoncer à « ses acquis politiques et organisationnels au sein du mouvement ouvrier⁶⁸ ».
- 22 En l'espace d'une décennie, la LCR était devenue en effet l'organisation d'extrême gauche la mieux implantée dans la santé⁶⁹, dans les PTT⁷⁰ et chez les cheminots⁷¹.
- 23 Cette pénétration dans ces secteurs non industriels constituait une avancée majeure pour l'organisation trotskiste, héritière de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) fondée en avril 1966 et née dans l'enceinte des facultés et des lycées. Cela permettait, notamment, aux militants de la LCR de jouer un rôle incontournable dans l'animation des fédérations opposées à la politique de « recentrage⁷² » de la CFDT.
- 24 La LCR n'était nullement une organisation d'« héritiers » ou de « fils de grands bourgeois », contrairement à ce que laissaient entendre les « disqualifications » du PCF⁷³ pendant et après 1968. Ce dernier, refusant qu'on lui conteste son statut « de Parti de la classe ouvrière », qui détiendrait le monopole du dire vrai et du faire juste, insistait sur le supposé « mauvais profil » de ces militants révolutionnaires stigmatisés comme « gauchistes ». L'organisation trotskiste comptait en effet dans ses rangs une importante proportion de militants issus des classes moyennes basses et populaires.
- 25 Néanmoins, comme l'a démontré la sociologue Florence Joshua, loin d'être dans la reproduction sociale ou le déclassement intergénérationnel, ces derniers, enfants de la première massification de l'enseignement secondaire et de ce « monde nouveau⁷⁴ » à l'Université, avaient mené « des études beaucoup plus poussées que leur classe d'âge⁷⁵ ». « L'école républicaine » n'avait pas été marâtre avec eux. Elle avait tenu au contraire ses promesses méritocratiques à l'endroit de ces militants ayant su profiter des opportunités offertes par cette ouverture dans l'accès aux études secondaires et universitaires. Ainsi avaient-ils fait de la LCR une organisation « sur-diplômée⁷⁶ », qui ne comptait dans ses rangs presque pas de militants dépourvus de diplômes et très peu

ayant entrepris une formation professionnelle de type CAP, BEP ou un apprentissage qui les destineraient à entreprendre des « carrières ouvrières ». Dans ces conditions, la résolution du problème épineux de la « composition sociale » de l'organisation pouvait s'apparenter à une véritable gageure.

- 26 Confrontée à un « affaiblissement numérique important⁷⁷ » depuis 1977, la LCR, présente dans une centaine de villes de province, ne comptait plus que 2 150 membres⁷⁸ en juin 1980, contre 3 800 militants en 1976 lorsqu'elle atteignit son maximum⁷⁹. Elle se réjouissait, cependant, comme nous l'avons précisé, de constater une amélioration réelle de ses caractéristiques sociales au cours des années 1970 : le ratio militants-salariés, hors Éducation nationale, c'est-à-dire la catégorie ouvriers et employés, avait sensiblement augmenté entre 1974 et 1979 passant de 29 % à 41 %, et cela au détriment de la catégorie étudiante qui passa de 24 % à 17 %⁸⁰. Les militants non étudiants étaient devenus majoritaires au sein de l'organisation, et chacun pouvait apprécier le chemin parcouru depuis le 1^{er} congrès de la LC en avril 1969, lorsque les jeunesses scolarisées représentaient une large majorité de militants avec 70 % de l'organisation contre 10 % seulement de salariés⁸¹.
- 27 Toutefois, il apparut que cette salarisation de l'organisation était presque exclusivement due à l'augmentation nette du nombre d'employés. La part du secteur tertiaire passa, en effet, de 18 % à 29 % en l'espace de trois ans entre 1976 et 1979, ce qui amène Hélène Adam à parler à ce sujet de « tournant employé⁸² », reflet du passage, même retardé, de nombre de ces anciens étudiants au sein du monde du travail et dans des secteurs où les possibilités d'embauches étaient importantes du fait de l'évolution des structures sociales en France. Cela amena les militants de la LCR à reconnaître que « notre faiblesse principale aujourd'hui, c'est le déséquilibre entre notre implantation dans le secteur public et celle du secteur privé⁸³ ».
- 28 *A contrario*, en juin 1980, les ouvriers ne représentaient que 11,3 % des effectifs⁸⁴, soit environ 200 militants sur les 2 150 militants recensés en janvier 1981⁸⁵, tandis que les enseignants et les étudiants demeuraient surreprésentés en regroupant 35 % de l'organisation. Or, de la même façon que le SU-QI jugea que « 400 militants enseignants⁸⁶ » pour animer la tendance syndicale École Émancipée de la Fédération de l'Éducation nationale en France c'était bien trop, il fut souligné par une militante de la LCR que si les enseignants devaient être considérés comme « des alliés du prolétariat », « ce n'est pas un secteur central, ni pour les luttes à venir, ni pour l'insurrection⁸⁷ ». Par ailleurs, la LCR fit le constat qu'elle ne comptait que vingt militants dans la chimie⁸⁸, dont aucune femme, qu'elle n'était présente que dans soixante entreprises métallurgiques⁸⁹, tandis que dans quatre cinquièmes d'entre elles, elle ne disposait que d'une toute petite implantation avec la présence d'un seul militant, ce qui constituait un handicap majeur en cas d'une nouvelle « crise du consentement⁹⁰ » dans les entreprises du secteur productif privé. L'organisation trotskiste avait renoncé également à intervenir politiquement, faute de militants, dans un vingtaine d'entreprises dont des « forteresses ouvrières », telles Renault à Flins, Usinor à Dunkerque ou Peugeot à Montbéliard.
- 29 Enfin, contrairement à LO⁹¹, qui disposait d'un journal à destination spécifique de la jeunesse des collèges d'enseignement techniques (CET), la LCR n'était jamais parvenue dans les années 1970 à être présente significativement dans la jeunesse pré-ouvrière, notamment au sein des CET⁹². En janvier 1981, elle ne comptait dans ses rangs que 0,2 % de collégiens. Son organisation de jeunesse, les Jeunesses communistes

révolutionnaires (JCR), créée en 1979, comptait certes 700 membres, mais ceux-ci étaient « dans leur grande majorité extérieurs à la jeunesse ouvrière⁹³ », alors qu'il était rappelé que c'était là que « le parti révolutionnaire puisera l'essentiel de ses forces⁹⁴ » et assurera son avenir au sein de la classe ouvrière.

- 30 Aussi, si elle ne voulait pas connaître « le destin des commentateurs de la lutte des classes qui restent sur la touche quand celle-ci prend son essor⁹⁵ », il était urgent que ses jeunes militants encore étudiants ne soient pas dans l'évitement en faisant de l'usine un repoussoir. Ils ne devaient pas envisager uniquement de « s'embaucher dans le secteur public », comme ce fut souvent le cas dans les années 1970 où l'on assista à un phénomène « d'établissement spontané » qui pris la forme « d'une ruée » en particulier vers les deux entreprises issues des PTT, La Poste et France Télécom qui recrutèrent massivement à cette époque, à tous niveaux de diplôme (du certificat d'études jusqu'à bac +5).
- 31 Les autres militants de la LCR, ceux qui, déjà dans la vie active, ne travaillaient pas dans les entreprises industrielles, devaient de leur côté envisager une « mutation professionnelle », même si cela devait impliquer un déménagement ou une forme de « déclassement⁹⁶ » intergénérationnel ou scolaire, y compris engendrer une « rupture de leur mode de vie⁹⁷ » et un changement dans leurs habitudes militantes. On leur demandait de consentir à « s'embaucher » dans des entreprises industrielles afin « d'y gagner une base de masse⁹⁸ » et devenir « des cadres ouvriers communistes ». Il était expliqué que « toute usine de plus de mille travailleurs fait partie de nos cibles, un ordre de priorité étant fixé selon la taille des usines et leur poids dans le mouvement ouvrier⁹⁹ ». En réalité, il s'agissait de celles localisées dans trois « régions prioritaires¹⁰⁰ » : Lille – Valenciennes, Marseille et Lyon – Saint-Étienne.
- 32 « Le tournant vers l'industrie » avait pour objectif de permettre « la construction d'un parti révolutionnaire dont la majorité des militants [seraient] implantés dans les secteurs clés de la classe ouvrière¹⁰¹ », là où « [se trouverait] la fraction de la classe ouvrière dont les luttes peuvent avoir le plus d'impact sur l'ensemble des travailleurs¹⁰² ». Dès lors, il devait conduire à l'embauche volontaire de « 300 à 400 camarades dans les grosses concentrations industrielles¹⁰³ », c'est-à-dire concerner au moins 25 % des effectifs de l'organisation. Ce « tournant vers l'industrie » ne s'adressait pas aux seuls militants au chômage ou aux « éternels étudiants », qui repoussaient le moment de leur insertion professionnelle. Étaient concernés d'abord « les meilleurs militants¹⁰⁴ », ceux déjà entrés dans la vie active, notamment « les cadres syndicaux des branches non industrielles¹⁰⁵ » ayant accumulé dans la fonction publique « une expérience de masse » pouvant être réinvestie dans « les secteurs prioritaires de l'industrie ».
- 33 Les 4^e et 5^e congrès de la LCR, de juin 1980 et de décembre 1981, avalisèrent ce mode de construction de l'organisation, répercutant par là même ce qui avait été décidé au niveau du SU-QI en 1979. La situation politique l'exigeait d'autant plus une fois advenue la victoire à l'élection présidentielle du candidat socialiste François Mitterrand que la LCR, elle-même, célébra d'un « Enfin¹⁰⁶ ! » sans équivoque dans *Rouge*, son organe de presse.
- 34 Celui-ci exprimait autant le soulagement des militants trotskistes, après l'échec de « l'actualisation¹⁰⁷ » du programme commun de gouvernement en septembre 1977, que l'enthousiasme de ceux qui, déterminés à faire « battre Giscard¹⁰⁸ », s'étaient employés à défendre dans leurs tracts et sur leurs affiches¹⁰⁹ la perspective d'un « gouvernement

PC-PS¹¹⁰ », que ce soit à travers la « campagne d'agitation de masse¹¹¹ » autour de la candidature d'Alain Krivine¹¹² ou par le truchement du collectif national « Union dans les luttes¹¹³ ».

- 35 Outre la concrétisation d'avancées sociales et démocratiques pour les salariés, qu'ils appelaient de leurs vœux, et l'espoir que la victoire des gauches aux élections de 1981 puisse créer un terreau favorable à la conflictualité gréviste¹¹⁴, ils escomptaient, opportunément, que les travailleurs puissent à l'épreuve des faits « prendre conscience de la trahison des dirigeants sociaux-démocrates et staliniens et de l'impossibilité de redresser le cours des partis ouvriers bureaucratisés¹¹⁵ », et en viennent en réaction, une fois départis de leurs dernières illusions, à se tourner vers les militants trotskistes portant depuis les années 1930 « une orientation alternative aux directions réformistes¹¹⁶ ».

« La crise révolutionnaire¹¹⁷ » qui arrive ou les prévisions résolument optimistes de la LCR

- 36 Appartenant à un courant, celui du SU-QI, qui s'est toujours caractérisé par un réel volontarisme en politique, accordant « une place essentielle à la subjectivité, à la capacité d'agir des protagonistes¹¹⁸ », la LCR n'a jamais cessé de récuser, à l'instar de Léon Trotski, toute forme de « fatalisme historique » et de « déterminisme mécanique », qui risquerait de conduire *in fine* à « un radicalisme passif¹¹⁹ ». Aussi, pour mieux répondre à cette question lancinante de Lénine, Que faire ?, elle a cherché à faire reposer sa politique organisationnelle, dynamique et inventive, sur des anticipations et des pronostics, pour mieux maîtriser au temps présent « l'art des situations et des opportunités ».
- 37 « La France à un tournant¹²⁰ », voilà comment la LCR interpréta « la victoire sans précédent¹²¹ » des gauches les 10 mai et 21 juin 1981, qui consacrait l'avènement « d'un nouvel ordre électoral¹²² ». Cette victoire éclatante, jamais un parti de gauche avant le PS n'avait obtenu la majorité absolue à l'Assemblée nationale, fut interprétée comme « un produit différé¹²³ » de Mai 68. « Cette victoire vient de loin¹²⁴ » écrivit-on dans *Rouge*, elle constituait dans ces conditions autant une divine surprise qu'une formidable opportunité dans la perspective de la construction d'un « nouveau parti ouvrier et révolutionnaire¹²⁵ ».
- 38 Pour la première fois depuis 1958, les classes populaires allaient connaître « l'expérience inédite » de l'exercice du pouvoir par les gauches unies, et cela serait pour elles, comme pour les militants, sympathisants et électeurs communistes et socialistes, une « formidable leçon de choses¹²⁶ » conduisant, du fait de « l'expérience de la trahison des directions du PS et du PCF¹²⁷ », à leur désenchantement définitif. En effet, refusant d'engager une politique de rupture ayant pour dessein de « sortir du capitalisme en crise¹²⁸ », le gouvernement des gauches, que l'organisation trotskiste définit comme « un gouvernement de type front populaire¹²⁹ », serait obligé, bon gré mal gré¹³⁰, de faire « le sacrifice de tout changement sur l'autel de l'austérité capitaliste¹³¹ ». La LCR postulait que ces deux partis majoritaires à gauche seraient traversés par de « fortes différenciations¹³² », c'est-à-dire soumis à de violentes crises internes. Cela ouvrirait la voie à de nombreuses démissions d'élus, de cadres et de militants de base désorientés. Or, parvenir à « gagner ces militants à la construction

d'un parti révolutionnaire de masse » était considéré comme un objectif central pour un courant politique ayant toujours défendu l'idée-force selon laquelle « la direction de rechange » serait « le résultat d'un processus de regroupements et de fusions avec d'autres forces et d'autres courants du mouvement ouvrier gagnés au programme de la IV^e Internationale¹³³ ».

- 39 Ainsi la plupart des militants de la LCR cédèrent-ils à ce que François Sabodo, alors membre du BP, qualifie d'« optimisme révolutionnaire¹³⁴ ». La majorité des militants de la LCR adhéraient à ce nouveau cours « triomphaliste », après celui survenu dans la période post-1968 qui justifia l'investissement chronophage de la part des militants pressés et ambitieux qui devaient se « préparer à une probable deuxième vague », après la grève générale de mai-juin 1968. Comme l'exprimait Henri Weber, co-fondateur de la JCR, puis de la LC :

« Le triomphalisme se reconnaît lorsque les analyses politiques sont marquées au coin par l'euphorie ambiante¹³⁵. »

- 40 Aussi fallait-il, en ce début des années 1980, se dépêcher pour que la LCR devienne « une force déjà crédible¹³⁶ » grâce à une sérieuse implantation dans le salariat industriel, et *ipso facto* cette force centrifuge capable de profiter de la « radicalisation de militants critiques¹³⁷ » et de « polariser des tendances de gauche¹³⁸ » aussi bien dans le PS que dans le PCF.

- 41 Considérant cette victoire des gauches comme l'expression d'« une radicalisation qui gagne en profondeur et s'étend à de nouvelles couches¹³⁹ », d'aucuns, parmi les militants de la LCR, crurent possible la répétition¹⁴⁰ d'un scénario comme en mai et juin 1936, c'est-à-dire une conquête par les gauches du pouvoir d'État qui précéderait de quelques semaines une épidémie de grèves à l'échelle du territoire national, une sortie torrentielle et « sans préavis¹⁴¹ » de millions de salariés galvanisés, déterminés à profiter du succès de leurs partis pour solder les comptes et prendre leur revanche sur le patronat, sans s'en remettre à un plan d'action arrêté par leurs directions syndicales. Bien plus nombreux étaient ceux qui se figuraient déjà la résistance de travailleurs radicalisés se mobilisant à la fois contre l'attitude « de sabotage et de résistance des patrons » pour empêcher tout changement en France et contre la « politique de collaboration de classe¹⁴² » attendue du PS et du PCF. La LCR prédisait en effet, dès décembre 1981, l'échec jugé inévitable¹⁴³ de la « politique expansionniste » du deuxième gouvernement de Pierre Mauroy, de cette « relance par la demande¹⁴⁴ » censée « favoriser un redémarrage de la production par la stimulation de la consommation populaire¹⁴⁵ ».

- 42 Dès lors, comme le rappelle Léon Crémieux, un des principaux promoteurs du « tournant industriel » :

« Il y avait l'urgence immédiate liée au changement de la donne politique. Les gauches accèdent au pouvoir, l'organisation ne pouvait rester de toutes les façons telle qu'elle était. Dans tous les cas, même si l'explosion n'a pas eu lieu immédiatement, elle aura lieu tôt ou tard, donc ce travail de fond il faut le faire dans tous les cas¹⁴⁶. »

- 43 Loin de juger qu'on assistait en cette fin des années 1970 à « un grand retournement¹⁴⁷ », ce que Krystof Pomian nomma dès 1980 « la crise de l'avenir¹⁴⁸ », la LCR considéra *a contrario* que sa responsabilité était d'anticiper l'avènement de cette « situation révolutionnaire¹⁴⁹ » attendue et espérée.

- 44 Ainsi, un an et demi après la décision du 4^e congrès, il fut décidé lors du 5^e congrès qui se tint en décembre 1981 d'« approfondir¹⁵⁰ » et de « généraliser » le « tournant vers l'industrie », autrement dit de « faire un tournant dans le tournant¹⁵¹ ». Cela se justifiait aux yeux de la majorité des congressistes autant du fait du changement de la situation politique liée à la victoire électorale des gauches au printemps 1981 auquel était rattachée la perspective « d'affrontements majeurs entre les classes », qu'au fait que les premiers résultats du mouvement d'embauches n'étaient pas à la hauteur des ambitions initiales. La LCR avait pris du retard dans la mise en œuvre de cette politique, et il lui fallait désormais franchir un palier.
- 45 L'investissement de 156 militants à des degrés divers dans ce « tournant ouvrier », dont 25 qui étaient allés s'embaucher dans l'industrie, soit comme fraiseur, ajusteur, cariste, ouvrier spécialisé (OS), ne changeait rien à ce constat : en l'espace de seize mois, en dépit de la mise en place à partir d'octobre 1980 d'une commission nationale d'embauche (CNE) sous la responsabilité d'un membre du BP¹⁵², la LCR n'était pas parvenue à modifier de façon substantielle sa sociologie¹⁵³ par « le moyen de l'embauche », présenté de nouveau comme « un moyen irremplaçable¹⁵⁴ » pour opérer une transformation qualitative de l'organisation, et permettre que la LCR « soit une organisation majoritairement implantée dans la classe ouvrière ».
- 46 L'organisation trotskiste redoutait par-dessus tout que ses militants se retrouvent, comme en mai-juin 1968, ou à l'occasion de luttes ouvrières emblématiques de cette décennie « des mises en cause¹⁵⁵ », telles la grève de Renault au Mans en 1971, de LIP à Besançon en 1973, de nouveau cantonnés au rôle de « spectateurs très engagés¹⁵⁶ », condamnés à piétiner au seuil de la porte des usines. Nous pouvons évoquer pour illustrer cette réalité d'un soutien politique et matériel venu du dehors, quoique très actif, l'exemple des militants de la LC à l'occasion de la lutte mémorable des salariés de l'usine du Joint français à Saint-Brieuc au printemps 1972. Dans le cadre de cette grève active¹⁵⁷ au retentissement à la fois régional et national, l'organisation trotskiste, qui n'avait aucune implantation dans l'usine créée en 1963 à la faveur de la politique de « décentralisation industrielle », joua un rôle moteur dans la politique de popularisation de cette lutte d'usine par le lancement sur la ville bretonne d'un comité de soutien large, dès le 16 mars 1972, tandis que ses militants participèrent au mouvement social de collectes dans toute la Bretagne et au-delà afin d'aider les ouvrières et les ouvriers du « Joint » à « tenir » l'effort de grève.
- 47 Les militants de la LCR ne voulaient plus *a fortiori* risquer d'être regardés par des ouvriers et leurs représentants syndicaux comme appartenant « au monde des autres¹⁵⁸ », pour reprendre les mots de Richard Hoggart, qui, pourraient, certes, être « des compagnons de route » loyaux et utiles, mais n'auraient pas leur mot à dire sur le déroulé des grèves ouvrières, du fait de leur extériorité, et donc de leur manque de légitimité. « On ne peut pas diriger les luttes de l'extérieur », tels étaient les propos de ceux qui, au sein de l'organisation trotskiste, argumentaient pour que la LCR s'échine à « pénétrer dans le milieu frais des ouvriers¹⁵⁹ », comme le préconisait déjà en 1940 Léon Trotsky, pour qu'elle soit à la hauteur des enjeux « de la nouvelle situation politique en France¹⁶⁰ » qui s'ouvrait selon eux à partir du 10 mai 1981.

Déterminants politiques et personnels de cette insertion volontaire dans le monde des usines

- 48 Il n'a jamais été question de contraindre quiconque à s'embaucher « vu l'importance des changements que cela provoquera dans la situation personnelle d'une série de camarades¹⁶¹ ». Comme cela fut répété dans les thèses de congrès et les bulletins intérieurs de la LCR, l'embauche devait découler de la seule « bataille politique de conviction¹⁶² », et par conséquent être le résultat d'une libre discussion à l'échelle des cellules des différentes sections, tandis que les militants étaient appelés à se déterminer librement¹⁶³, sans craindre une quelconque sanction ou stigmatisation¹⁶⁴, par rapport à cette orientation majoritaire qu'il s'agissait de mettre en œuvre.
- 49 Ce travail de conviction auprès des militants, s'interrogeant légitimement sur les coûts biographiques qu'un tel choix de carrière professionnelle pouvait représenter pour eux et pour leurs proches, fut entrepris notamment par certains des militants qui avaient effectué une embauche au cours de la deuxième moitié des années 1970 dans la foulée du 1^{er} congrès de la LCR¹⁶⁵. Ce dernier invitait déjà à mettre en œuvre un premier « tournant ouvrier » pour améliorer l'insertion sociale de l'organisation.
- 50 Parmi eux, Rémi, fils d'universitaire, qui, devenu militant trotskiste en septembre 1968, choisit de s'embaucher en février 1977, après avoir obtenu un DEUG de sociologie, comme opérateur à Total, sur la zone Martigues – Fos-sur-Mer, considérée comme la principale zone industrielle des Bouches-du-Rhône. Il devint secrétaire général du syndicat CGT et fut parmi les animateurs d'une grève active et totale pendant cinq jours au premier semestre 1980, grande première depuis 1968. Il interpella ses camarades à l'occasion du 4^e congrès en faisant de son cas particulier un exemple à suivre :
- « À ce moment-là, je suis au Comité central de la Ligue. Je suis à fond pour ce tournant ouvrier. Je me bats pour cela. Moi, je pensais qu'il fallait un tournant très fort et volontariste. Convaincre et ensuite accompagner sérieusement les militants décidés à faire ce tournant. J'étais vraiment nourri par mon expérience. L'expérience que j'avais faite me montrait qu'il y avait des possibilités importantes et qu'il ne fallait pas les louper. J'explique qu'il faut pouvoir mettre plusieurs dizaines de copains dans l'industrie, et qu'ainsi on peut rapidement changer la donne politiquement¹⁶⁶. »
- 51 Ces militants trotskistes, qui devenaient ouvriers et techniciens par choix, étaient convaincus de « la nécessité absolue de prolétarianiser la LCR¹⁶⁷ » pour lui permettre « d'agir dans la lutte des classes sur la base d'un programme¹⁶⁸ », comme l'explique Gilles.
- 52 Ayant un père fonctionnaire, directeur adjoint à l'office HLM, issu d'un « milieu très conservateur », il devint militant de plein droit en 1977 dans la section du Havre, forte de 46 militants, en 1981. Ce fut le secteur de la chimie qui fut élevé au rang de priorité du fait de la multiplicité des usines. Anticipant et devançant le « tournant vers l'industrie », après avoir obtenu un baccalauréat série C, il entama un DEUG Sciences et Structure de la matière qu'il interrompit quelques mois avant les examens de seconde année. Il alla s'embaucher sur les recommandations des autres membres de la section d'abord à la Compagnie française de raffinage (Total) d'octobre 1978 à août 1979, puis, après que son contrat de travail n'eut pas été renouvelé, à la Compagnie française de l'azote (Cofaz) d'avril 1980 à septembre 1992.

« C'était à 120 % la politique qui motiva mon choix. Il me fallait trouver un boulot pour subvenir à mes besoins. Mais s'il n'y avait pas eu la politique, je n'aurais pas pris ce genre de travail, bien sûr. Pour moi, c'était indispensable que la Ligue ne soit pas composée que d'employés. Je pensais qu'on ne pouvait pas peser sur le cours des choses si on n'était pas dans l'industrie. On serait resté en périphérie sinon. Ce tournant était donc bienvenu. Je suis très enthousiaste à l'idée d'aller m'embaucher¹⁶⁹. »

- 53 Cette « désectorisation » par rapport au monde ouvrier intervint, contrairement à 1968, « en dehors de l'opportunité que leur ouvre la conjoncture de crise¹⁷⁰ ». Ces militants révolutionnaires étaient prêts à ce que ce « tournant vers l'industrie » se concrétise par un tournant biographique les conduisant à changer de vie. Dès lors, il convient de présenter quelques-uns des déterminants, sans prétention d'exhaustivité, qui conduisirent à ce choix d'ouverture à l'altérité ouvrière.
- 54 Bien que cela ait pu exister chez d'autres « embauchés », il nous faut préciser qu'aucun des militants que nous avons été amenés à interroger n'a déclaré être allé travailler dans l'industrie dans la perspective d'aller éprouver dans sa chair la souffrance ouvrière, et pouvoir en témoigner sur le moment ou *a posteriori*. Il était encore moins question de se révolter contre des origines familiales aisées, de soulager ainsi une « culpabilité de classe », source de honte¹⁷¹, susceptible de déboucher sur une haine de soi, en faisant don de sa personne à la « classe sociale rédemptrice » avec laquelle ils auraient cherché à « communier » pour se purifier, tout en aidant à « expier la situation dominée de la classe ouvrière et même du peuple dans son ensemble¹⁷² ».
- 55 Loin de s'apparenter à une « conduite religieuse », un des arguments avancés de façon récurrente par ceux qui assumèrent ce déplacement volontaire dans le champ social fut celui de faire coïncider leurs actes avec leur prise de position concernant la question épineuse du « tournant », et de contribuer *de facto* à faire en sorte que les résolutions de l'organisation qu'ils soutenaient politiquement ne demeurent pas lettre morte.
- 56 Ce fut le cas de Rosario, né en 1955 en Italie du Sud, en Calabre, dont le père était maçon. Sa famille immigra en région parisienne, puis, après le lycée, il partit entreprendre des études d'ingénieur à l'Institut national des sciences appliquées (INSA) de Lyon. Il parvint à obtenir brillamment son diplôme d'ingénieur à 23 ans. Membre d'une famille de cinq enfants, il fit très tôt l'expérience de l'injustice :
- « Je voyais mon père qui bossait comme un malade. Cela crée un fond social de révolte. »
- 57 Il rappelle que Lyon, en dépit de cette « image de ville bourgeoise et catholique », était aussi une métropole avec des banlieues ouvrières très importantes :
- « Il y avait dans Lyon même beaucoup d'usines. Les ouvriers habitaient dans des quartiers périphériques de la ville, à l'est de la ville. »
- 58 Militant de la LCR à partir de 1975, il décida d'aller s'embaucher en 1983 comme technicien dans une filiale de Thomson, la CIAPEM, usine de matériel électroménager spécialisée dans la fabrication de lave-linge et de lave-vaisselle où la CGT était « le syndicat ultra-majoritaire ». Pour cette raison, il décida de prendre sa carte au sein de la CGT dès la fin de sa période d'essai, tandis que la CFDT était animée par des établis maoïstes. L'entreprise salariait à l'époque 2 000 personnes, dont 1 500 ouvriers, 250 techniciens et 50 cadres et comptait un grand nombre de travailleurs immigrés.
- 59 Concernant les raisons de cette bifurcation, il explique :

« Moi, mon engagement, j'ai toujours essayé de mettre en adéquation mes actes et mes paroles, donc j'ai toujours essayé d'être le plus proche possible de ce que je racontais. Cela me semble tellement évident pour moi de le faire¹⁷³. »

- 60 Ses parents furent consternés et éplorés en apprenant son choix de ne plus entreprendre ce à quoi il se destinait, ce à quoi ses études lui donnaient normalement le droit. Quant à lui, il était décidé à « travailler à ne pas reproduire l'ordre social¹⁷⁴ » :

« Mes parents étaient très fiers. Et quand je leur dis que finalement je ne veux pas être ingénieur, c'est un coup terrible pour eux. C'est la baffé. Je suis l'aîné de la famille, et je suis le premier de ma famille à avoir le baccalauréat et à accéder aux études supérieures. Mon père était persuadé que c'était gagné avec mon diplôme d'ingénieur, que ma vie était toute tracée. Et je leur explique que "je ne veux pas être valet du capital". Il ne comprend pas. Il me dit : "Tu es fou mon fils !" ¹⁷⁵. »

- 61 Esther refusa également de souffrir d'une dissonance cognitive. Issue d'une famille nombreuse, où les études avaient une grande importance, elle était âgée de 25 ans en 1980, tandis qu'elle militait à la LCR avec son compagnon dans les Hauts-de-Seine, exerçant des responsabilités locales et fédérales. Enseignante dans un lycée d'éducation prioritaire (LEP), elle participa activement au débat et prit position en faveur du « tournant vers l'industrie », jugeant ce dernier « indispensable pour des raisons politiques ». Il fallait, selon ses mots, « transformer l'organisation, la faire grandir, la tourner vers des forces vives, jeunes, femmes, salariés dans les grandes entreprises¹⁷⁶ ». Dès lors, avec son compagnon qui a été, de son côté, travailler dans l'industrie métallurgique, et qui y est resté jusqu'à sa retraite, elle décida de « joindre la parole à l'acte ». Après avoir suivi une formation au sein de l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) à plein temps et décrochée un CAP en fraisage, elle s'embaucha dans une grande entreprise de l'aéronautique, où elle était la seule femme, en tant qu'ouvrière professionnelle. L'objectif politique qu'elle s'était assignée dans ce milieu professionnel exclusivement masculin était de créer une cellule d'entreprise. Elle ne désirait plus commenter l'actualité du monde usinier de l'extérieur, mais *a contrario* « être partie prenante » de ce qui pouvait se passer en son sein, et par là même devenir une actrice des luttes qui découleraient du quotidien laborieux des salariés.
- 62 Alain, lui, était issu d'une « famille prolétaire ». Ses études l'avaient conduit, malgré ses origines modestes, jusqu'en hypokhâgne, puis il avait été de nombreuses années enseignant certifié de français dans un collège. Il était devenu directeur de publication de *Rouge* et permanent politique au BP en charge du « travail ouvrier ». Cela lui paraissait normal de se porter volontaire à partir du moment où il avait voté en conscience en faveur de cette orientation organisationnelle visant à « créer un nouveau seuil d'accumulation de militants ouvriers¹⁷⁷ ».
- 63 Récusant « toute dimension religieuse » à son engagement, il s'embaucha à 35 ans, alors qu'il était père de deux enfants et en couple avec une femme qui travaillait et qui rendit possible ce choix de vie. Il le fit sans avoir la moindre prétention d'exemplarité, sans espérer que cela fasse des émules au sein de l'organisation. Il souhaitait, par ailleurs, par le truchement de cette embauche s'arracher à cet entre-soi militant, jugé étouffant, lui qui avait été salarié de l'organisation pendant plusieurs années.
- 64 Par ailleurs, il se rappelle que sa décision de rentrer en octobre 1982 chez Roussel-Uclaf à Romainville, laboratoire pharmaceutique qui était un « immense centre de recherche et de production », « n'a pas du tout engendré l'enthousiasme au sein du Bureau politique de la Ligue¹⁷⁸ ». Pourtant, il était demandé dans les résolutions votées lors des

congrès que « la couche dirigeante de l'organisation » soit le fer de lance de cette « entreprise de longue haleine¹⁷⁹ », ce qui revenait à souhaiter que « la majorité des dirigeants doit être dans l'industrie¹⁸⁰ », c'est-à-dire ceux qui sont membres du Comité central et du BP. Ces derniers ne devaient bénéficier d'aucune exemption, même s'il était répété que « c'est aux camarades et à eux seuls de décider personnellement de leur embauche ».

65 L'argument sur l'exemplarité des membres des « directions centrales » amena François, qui avait été influencé par les arguments de la section américaine sur la nécessité impérieuse du « tournant », et qui se pensait comme « un révolutionnaire professionnel », inspiré par la geste guévariste, à aller « s'embaucher » au lendemain du 4^e congrès national de juin 1980 d'abord comme magasinier à Dassault-Argenteuil, puis comme OS à Renault-Flins.

66 Un cadre des JCR, Jean, contre l'avis de ses parents, devint de son côté technicien chez Thomson en 1982, entreprise qui fabriquait des radars, des systèmes d'armes pour les avions de combat. Au moment de son arrivée, 3 000 personnes y travaillaient : 800 mécaniciens, 800 câbleuses, des techniciens et des cadres. L'entreprise recruta 800 salariés en l'espace de deux ans. Issu de « l'aristocratie déclassée », il exerçait alors le métier de médecin. Âgé de 29 ans, militant depuis 1972 au sein de l'organisation trotskiste, membre d'une cellule de futurs médecins, il travaillait depuis deux ans dans un centre de protection maternelle et infantile. En effectuant le « tournant », il voulut être exemplaire pour lui-même et pour les autres membres de l'organisation qui pourraient être tentés de l'imiter.

« Je défends cette position-là. Je suis à la direction de l'organisation de jeunesse, les JCR. Dans les JCR, il doit y avoir un bureau national de 25 personnes et il va y avoir 16 personnes qui vont s'engager dans le tournant. Moi, je ne pouvais pas développer une idée en disant : "Vous devez y aller, tandis que moi je reste médecin." La direction doit montrer l'exemple¹⁸¹. »

67 Pour les partisans déclarés du « tournant industriel », il apparaissait que pour espérer recruter des ouvriers, il fallait devenir soi-même salarié de l'industrie pour avoir le droit de cité dans ces lieux, et ainsi espérer convaincre sur ses idées révolutionnaires, peu ou pas répandues.

68 Il fallait consentir à se transplanter pour se positionner « dans les mêmes conditions de travail et d'expérience que ceux que nous voulons gagner¹⁸² ». « Il faut être avec eux¹⁸³ », comme le soulignèrent, en mai 1982, trois membres du BP, c'est-à-dire « essayer de devenir comme eux pour qu'ils aient envie de devenir comme nous ». On ne pouvait plus affirmer qu'il suffirait de s'adresser aux salariés d'exécution avec des mots d'ordre ciselés de haut et de loin, car en agissant de la sorte, sans être physiquement sur le terrain, sans présence militante suffisamment reconnue dans l'espace usinier, sans appartenir à cette communauté de mémoire et de destins, il apparaissait qu'on « peut tout au plus espérer au bout de quelques années recruter un militant¹⁸⁴ ». Cela fait écho aux propos de Christian Corouge, ancien ouvrier à l'usine Peugeot de Sochaux, lors de ses entretiens avec Michel Pialoux¹⁸⁵ :

« Pour arriver à parler le langage d'OS, faut peut-être avoir un certain langage, mais faut aussi vivre comme un OS. »

69 L'efficacité présumée de « l'embauche volontaire » dans la transmission des idées révolutionnaires fut soulignée par Gérard. D'origine ouvrière, ayant un frère qui travailla dès ses 14 ans, il découvrit le monde du travail à l'âge de 16 ans. Après son retour en Normandie en 1978, il fut salarié dans une petite entreprise de papeterie de

Louviers, qui ferma. Il avait été le secrétaire de la section syndicale qu'il avait lui-même montée. Une fois au chômage, il avait hésité à passer les concours de la fonction publique, mais il ne souhaitait pas reprendre ses études, et, puis, « l'école de la deuxième chance, c'était la LCR, c'était la fréquentation de mes camarades, Régis, Pierre, qui m'apprenaient plein de choses¹⁸⁶ ». Devenu militant trotskiste après sa rencontre fortuite avec Pierre, professeur d'allemand, dans le cadre d'un meeting, après avoir obtenu un CAP d'ajusteur à l'AFPA au printemps 1981, ce fut à la suite des discussions approfondies avec ses camarades sur les conséquences individuelles de l'application du « tournant » qu'il se tourna vers l'usine Renault de Cléon. Outre le fait de bénéficier d'une source de revenus, alors qu'il devait s'occuper de ses deux enfants en bas âge, il s'agissait d'assumer la fonction d'entremetteur entre les ouvriers et les idées révolutionnaires qui devaient s'incarner dans des sujets parlants car, comme l'énonçait l'économiste et dirigeant trotskiste de la section belge Ernest Mandel, « les idées qui flottent en l'air, ce n'est pas cela que ces messieurs craignent » :

« J'avais besoin de travailler, je sortais de formation et l'opportunité de travailler chez Renault c'est la possibilité de travailler dans un gros bastion, c'était l'idéal : gagner un salaire intéressant, avoir une garantie, et être là au milieu de la classe ouvrière dans une entreprise qui pèse. Il y avait eu la grève de 1978 à Cléon que j'avais suivie parce que je venais d'arriver à Louviers. Cela me plaisait bien. Après je trouvais qu'il était normal et nécessaire d'être présent le plus possible dans les bastions, il fallait absolument intégrer ces bastions pour "apporter la bonne parole", je dirais. C'est comme ça que je le percevais à l'époque¹⁸⁷. »

- 70 Toutes choses égales par ailleurs, cette expression « apporter la bonne parole » fait penser à la démarche missionnaire des prêtres-ouvriers¹⁸⁸. Leur ambition par cette immersion revendiquée comme irréversible était de « consacrer leur vie à la christianisation de la classe ouvrière¹⁸⁹ », tout en faisant, à partir des années 1950-1960, le choix politique d'embrasser cette condition subalterne dans les secteurs de la métallurgie ou du bâtiments et travaux publics pour mieux épouser les causes sociales et politiques de ceux avec qui ils faisaient corps.
- 71 Ce rôle clé de passeur, de propagateur, de diffuseur de la pensée critique du procès de travail s'accomplirait d'autant mieux que le militant travaillerait à l'heure ouvrière, qu'il serait lui-même en soi et pour soi ouvrier, et deviendrait aux yeux des autres un collègue de travail, quand bien même une part de ses différences, héritées de sa socialisation familiale, devait subsister irréductiblement, puisqu'on ne se défait pas de ses particularismes de classe comme d'une simple défroque.
- 72 Rosario pensait également qu'il fallait qu'advienne cette coprésence. Il partait du postulat que « les gens changent, parce qu'il y a des gens pour les changer¹⁹⁰ », et que c'étaient ces interactions verbales et ces expériences communes qui étaient susceptibles de permettre aux consciences d'évoluer. Il fallait pouvoir souffrir des mêmes maux que ceux des ouvriers qu'on cherchait à gagner, éprouver les mêmes « joies sans mélange¹⁹¹ », vivre sur un temps suffisamment long la même « expérience en usine » pour être considérés comme des semblables, des frères de ligne. Et, ainsi, travailler plus efficacement aux jointures, rendre possibles plus aisément « ces liaisons organiques et d'action » entre des militants révolutionnaires porteurs d'une « conscience politique de classe » et des ouvriers susceptibles d'être les réceptacles de celle-ci. Mais à cette différence près que, cette fois, ces liaisons dangereuses s'épanouiraient directement dans l'espace productif, à l'heure du travail ordinaire à plein temps, et non à la seule faveur d'une période d'exception politique où l'ordre

usinier et la normalité universitaire se retrouvent brusquement suspendus par l'agir entremêlé d'acteurs insubordonnés qui ne se croisent pas, qui ne se fréquentent pas habituellement.

73 Le cheminement intellectuel et la trajectoire personnelle d'un militant comme Régis, qui a travaillé à l'usine Renault à Cléon comme ouvrier non spécialisé, de 1982 à 2014, sont quant à lui particulièrement instructifs, sinon représentatifs et généralisables, et méritent notre attention.

74 Né en 1954, Régis était l'aîné d'une famille de quatre enfants. Ses parents étaient ouvriers d'usine, résidant à Thiberville dans l'Eure, en pleine campagne. D'extraction paysanne, ces derniers étaient allés dans les années 1960 tous les deux à l'usine Télémécanique. Son père y fut embauché en qualité de jardinier, tandis que sa mère fut affectée dans un atelier où elle soudait des contacteurs toute la journée. Dès l'adolescence, en travaillant dans l'usine de ses parents pendant les vacances scolaires estivales, Régis fut confronté à « l'épreuve de l'oppression¹⁹² », ce qui le marqua durablement, produisant des effets différés sur sa trajectoire biographique :

« C'est vrai que lorsque j'étais à l'usine à la fin de ma Première pendant un mois et après ma Terminale pendant deux mois et demi, j'ai remarqué que déjà quelque chose dans ma tête posait problème : j'avais toujours voulu être enseignant, mais ce que j'avais vécu à l'usine m'avait aussi révolté. Cela me révoltait, quand j'ai vu ma mère travailler là sur un poste avec sa production à faire tous les jours¹⁹³. »

75 Régis fit de bonnes études. Ses parents, fiers et ambitieux pour lui, étaient convaincus que l'école était une institution essentielle, pouvant être autant un « lieu de report¹⁹⁴ » de leurs propres aspirations frustrées et déçues qu'une planche de salut pour leurs enfants. Ils l'encourageaient à poursuivre après le lycée. Régis avait entendu son père répéter cette vérité sociologique, en signe de défi :

« Même quand on est ouvrier, on peut avoir des enfants qui font des études supérieures¹⁹⁵. »

76 Aussi ne voulaient-ils pas qu'il se contentât du baccalauréat littéraire obtenu en 1973 avec mention. Avec de telles performances scolaires et son ambition d'être enseignant en français, il pouvait espérer devenir « un homme en forte ascension¹⁹⁶ ». Primo-accédant, il ne souhaitait pas entreprendre des études supérieures pour satisfaire une ambition personnelle, en parvenant à accéder à une position sociale à laquelle son milieu d'origine ne le prédestinait pas. Il voulait avant toute chose satisfaire les espérances parentales :

« Ce n'était pas tellement m'élever, moi. Je voulais d'abord donner de la fierté à mes parents. Faire des études supérieures, c'était au fond donner des éléments à mes parents pour qu'ils soient fiers d'eux, car leur propre réussite, c'était la réussite de leur enfant¹⁹⁷. »

77 Radicalisé à la vue des images des bombardements américains au Vietnam, comme nombre de ceux de sa génération qui s'engagèrent à l'extrême gauche en France après 1968¹⁹⁸, en réaction à cette « cause lointaine », il connut la mobilisation des jeunes scolarisées au printemps 1973¹⁹⁹ contre la loi Debré sur les sursis militaires et contre l'instauration des DEUG. Une fois son service militaire effectué, il devint officiellement militant de la LCR à partir de 1975. Étudiant, il fut un des principaux cadres organisateurs de la mobilisation étudiante à Rouen en 1976 contre la réforme du deuxième cycle (Soisson et Saunier-Seïté). Il participa par ailleurs aux réunions nationales du secteur étudiant de la LCR et commença à prendre conscience de la

contradiction entre le programme politique de son organisation et la réalité sociologique de cette dernière :

« C'était un programme qui n'avait pas d'ancrage social. Je pensais : "Vous parlez tout le temps de la classe ouvrière, mais en fait la classe ouvrière, vous ne la connaissez pas." Je ne me sentais pas chez moi. J'avais une attache politique, mais sur le plan sociologique, je sentais qu'il y avait un problème : le contraste entre le programme politique défendu d'un côté et les caractéristiques sociologiques de l'organisation de l'autre²⁰⁰. »

78 Ne se sentant pas à sa place dans une organisation au programme ouvrier, mais si peu ouvrière dans les faits, Régis militait pour que la LCR se réforme, et en vienne à disposer d'un ancrage lui permettant de développer une activité militante stable, efficace, reconnue dans les secteurs d'activité ayant une réelle « capacité d'entraînement » et de nuisance en cas d'arrêt du travail. Aussi se réjouit-il lorsque l'organisation invita ses militants à s'embaucher là où « les travailleurs ont le pouvoir de bloquer toute la production capitaliste²⁰¹ ».

79 Sa licence obtenue après six années où il passa son temps à militer selon le modèle léniniste du « révolutionnaire professionnel » devant être « dévoué corps et âme » au parti et à l'hypothèse communiste, il profita du « tournant vers l'industrie » pour s'en retourner, en revenant vivre et travailler dans son milieu social d'origine, « parmi les siens », alors que le plus difficile semblait avoir été fait avec l'obtention de ces diplômes censés le protéger du spectre de la reproduction sociale. Il décida de ne pas concrétiser son projet professionnel, préférant devenir ce que nous appelons un affranchi, c'est-à-dire celui qui refuse sciemment d'épouser, en faisant fi de l'emprise des classements légitimes²⁰² et de la comparaison avec autrui dans cette société compétitive, une destinée qui aurait été synonyme d'ascension sociale.

80 Pour Régis, il ne paraissait pas tenable de devenir enseignant du fait de ses convictions révolutionnaires. Celles-ci l'obligeaient à reconsidérer la place qu'il désirait occuper dans le champ social. Il voulait disposer en effet de la légitimité que lui procurerait le métier d'ouvrier pour parler, en tant que sujet, de la classe ouvrière, détenir par conséquence un savoir empirique, une connaissance intime, et ainsi pouvoir s'adresser du dedans aux salariés d'usine qu'il côtoierait :

« Je pouvais devenir professeur, mais je me suis dit que je ne voulais pas devenir "prof de la révolution", qui viendrait du dehors expliquer aux travailleurs pourquoi et comment ils doivent faire la révolution. Moi, si je veux que les travailleurs fassent vraiment la révolution, il faut que j'aille avec eux et que je construisse cela avec eux, à partir de leur niveau de conscience réel²⁰³. »

81 Cela l'était aussi du fait de ses origines populaires. En effet, en acceptant cette promotion sociale rendue possible par la méritocratie scolaire, il aurait pris le risque d'éprouver un douloureux « conflit d'identité », une éprouvante coupure physique et sentimentale avec son milieu auquel il demeurait attaché. Aussi le tournant constituait-il une fenêtre d'opportunité, car décider d'aller travailler dans le secteur automobile lui est apparu comme le moyen de conférer un sens véritable à son engagement militant, tout en s'épargnant cette mise à distance avec cette classe qu'il voulait « servir²⁰⁴ » au quotidien, en tant que militant trotskiste :

« J'ai juste l'impression de me retrouver dans mon milieu, là où je suis bien. Je suis un militant révolutionnaire, eh bien on va voir si être militant révolutionnaire, cela peut vraiment servir, si je peux être utile à ma classe²⁰⁵. »

- 82 Régis se rappelle ses mots à l'endroit de ses parents qui s'interrogeaient sur les raisons de son revirement. Il leur exprimait « le sentiment d'intolérable » qui l'habitait depuis son expérience fondatrice en tant que jeune intérimaire l'été, et qui le conduisait à présent à désirer travailler à l'usine, et nulle part ailleurs :
- « Moi, ce que j'ai vécu dans votre usine l'été quand j'étais au lycée, c'étaient des choses insupportables. Il y a des gens qui souffrent et je ne me sens pas capable de ne pas aller à l'usine pour aider les gens²⁰⁶. »
- 83 En décembre 1984, huit militants de la LCR²⁰⁷, favorables « à la prolétarianisation » de la LCR par le moyen de l'embauche, rédigèrent une contribution ayant pour objet de dresser un bilan du « tournant vers l'industrie ». Le bilan était selon eux « peu satisfaisant²⁰⁸ ». Depuis juin 1980, il s'avérait qu'une centaine de militants seulement, dont une minorité de femmes²⁰⁹, s'étaient effectivement embauchés à un moment donné comme ouvriers ou techniciens dans l'industrie. Le 9 août 1982, leur nombre avait été évalué à 48, dont 38 OS²¹⁰.
- 84 Si cela était loin d'être négligeable, ces embauches individuelles ne représentaient que 6 % des effectifs de la LCR en 1980, sachant que sur la centaine de militants embauchés recensés à la fin de l'année 1984 une partie avait « démissionné » entre-temps²¹¹, sans que cela se traduise à chaque fois par un départ de l'organisation.
- 85 Ce fut le cas d'Esther qui demeura deux années dans son entreprise. Heureuse de cette expérience riche sur le plan humain et qui lui permit d'élargir son champ de connaissances grâce aux savoirs transmis avec bienveillance par ses collègues les plus anciens, elle fut déçue de ne pas « avoir réussi à avoir plus de camarades engagés dans ce processus²¹² » qu'elle jugeait nécessaire, sans compter la difficulté pour elle comme pour la plupart des militants ouvriers de concilier une vie militante aussi exigeante que celle instituée au sein de la LCR avec les contraintes d'horaires et de rythme de travail d'une vie ouvrière.
- 86 En dépit de certaines réussites remarquées, comme à Lyon où la section locale vit augmenter le nombre de ses « interventions industrielles », les contributeurs firent le constat amer que la dynamique devant permettre à l'organisation trotskiste d'être présente « dans les entreprises importantes de la métallurgie, de la chimie, de l'énergie, des transports et des communications » était cassée. Les militants ne cherchaient plus, à quelques exceptions près, à se faire embaucher, tandis que ce travail était devenu marginal²¹³ dans les préoccupations militantes.
- 87 Par ailleurs, il apparaissait que, contrairement aux préconisations formulées lors des 4^e et 5^e congrès, l'immense majorité des militants de la LCR qui exerçaient des responsabilités syndicales dans les fonctions publiques et le secteur dit « parapublic » n'avaient pas voulu renoncer à leurs positions durement acquises pour se « reclasser », au risque d'avoir le sentiment de repartir de zéro dans l'industrie. Certes de nouveaux militants étaient dorénavant présents dans des bastions ouvriers où la LCR était jusqu'alors soit absente²¹⁴, soit peu implantée. Ainsi Régis était-il devenu une personnalité reconnue à l'Usine Renault de Cléon, tandis que Rosario, délégué du personnel, était élu secrétaire du comité d'entreprise (CE). En tant que délégué syndical de la CGT avec son homologue de la CFDT, un ancien établi maoïste, il a animé une grève active sur la question des salaires qui dura un mois en novembre 1988.
- 88 Il n'en demeurerait pas moins que les équilibres internes de l'organisation ne s'en étaient pas trouvés modifiés. Ainsi, contrairement à ce qu'elle escomptait, la LCR était-elle

en 1984 toujours largement extérieure à une classe ouvrière alors durement frappée par l'approfondissement du processus de désindustrialisation encouragé par les gouvernements Mauroy et Fabius au nom « du redressement industriel²¹⁵ » et de la restauration de la compétitivité de l'économie française, à travers notamment l'exécution du plan de restructuration de l'industrie publique :

« Il n'y a pas un seul camarade sidérurgiste en Lorraine, deux ouvriers seulement dans l'ensemble des entreprises Citroën, pas un mineur, personne dans les chantiers navals²¹⁶. »

- 89 À cause de cette absence persistante dans ces secteurs d'activité jugés décisifs, la LCR devait se contenter, le plus souvent, comme dans les années 1970, « d'un rôle de soutien de l'extérieur ». Les contributeurs prirent l'exemple de la grève historique des mineurs en Angleterre débutée le 12 mars 1984 : dans une situation analogue en France, du fait de son manque d'implantation, les militants trotskistes ne pouvaient espérer y jouer un quelconque rôle.
- 90 Par ailleurs, les prévisions optimistes de la LCR, jugées comme « un pronostic hasardeux sur le court terme²¹⁷ » au sujet d'une probable « montée impétueuse du mouvement des masses ».
- 91 Déjà, lors de son congrès précédent, cette dernière admettait avoir « surestimé la situation objective et sous-estimé les obstacles subjectifs au développement du mouvement des masses » et que « les erreurs d'analyse l'avaient notamment conduite à présenter la perspective révolutionnaire comme la variante la plus probable de l'évolution politique française²¹⁸ ».
- 92 Ainsi, en dépit de luttes ouvrières défensives, notamment en 1983-1984²¹⁹, pour mettre en échec des politiques visant à « moderniser » des secteurs d'activité pour permettre à la France d'améliorer son solde commercial, les confrontations majeures prédites en 1980 et en 1981 entre « le Capital » et le « prolétariat industriel » n'eurent pas lieu en France, au grand dam des militants de la LCR. Pire, la période était à la « baisse d'activité de la classe ouvrière » qui se traduisait à la fois par le déclin de la conflictualité salariale, illustré principalement par une tendance baissière de long terme du nombre de jours de grève²²⁰, à laquelle vint s'ajouter, à partir de la fin des années 1970, l'apparition d'un processus de désyndicalisation²²¹ à l'ampleur inédite depuis 1945 qui affecta, comme purent le constater les militants embauchés, les confédérations de syndicats de salariés.
- 93 De plus, nombreux étaient ceux qui avaient cru, confiants, que le temps jouerait pour eux, et que « les deux partis ouvriers portés au gouvernement » étaient condamnés à décevoir leur base électorale et militante, créant les conditions d'une réorganisation du champ politique en faveur de ceux qui n'avaient pas cessé d'alerter au sujet de la supposée forfaiture de ces partis majoritaires à gauche.
- 94 Or, en dépit des échecs du PS et du PCF aux élections municipales et européennes en 1983 et en 1984, les scores électoraux de la LCR, qui nourrissait l'ambition d'incarner « un pôle politique alternatif » et qui fit des élections municipales²²² un « test décisif²²³ », demeurèrent confidentiels. Il en fut de même, lors des élections législatives de mars 1986, où l'organisation trotskiste, qui désirait à travers la constitution d'une « coalition électorale à la gauche de la gauche²²⁴ » offrir aux électeurs la possibilité « de voter contre la gauche sans faire le jeu de la droite », réalisa son score le plus bas de toutes les élections depuis 1969 avec seulement 30 000 voix dans les vingt circonscriptions où elle se présenta seule.

- 95 La LCR, lors de son 7^e congrès à l'automne 1985, souligna que « la politique d'adaptation du capitalisme français aux conditions de la crise n'a entraîné ni recomposition générale, ni apparition d'un courant gauche au sein du PCF et du PS, fut-il embryonnaire²²⁵ ». Le PCF avait connu certes une hémorragie militante²²⁶ depuis 1981, avec le départ de dizaines de milliers de ses militants, mais ces derniers n'étaient pas venus pour autant renforcer l'organisation trotskiste.
- 96 La désillusion des militants fut à la hauteur de leurs grandes attentes. Ils vécurent ce que Florence Joshua définit comme « l'expérience de la déception²²⁷ », c'est-à-dire « la contrepartie naturelle de la propension qu'a l'homme de nourrir de fabuleuses aspirations et visions ». Cela ébranla les certitudes de nombreux militants de l'organisation trotskiste qui sembla confrontée à une crise de son modèle stratégique, ce qui ne manqua pas de déboussoler ceux qui virent leur horizon d'attente s'obscurcir. Nombreux furent les militants qui vécurent autant ces échecs électoraux que ces révisions sur le mode de l'effondrement, cédant par là même à des formes de sorties, de fuites, d'*exit*²²⁸. Le nombre de ses militants diminua dramatiquement jusqu'à atteindre l'étiage de 1 080 membres en 1988.
- 97 Lors de son 7^e congrès national, le « tournant vers l'industrie » ne fut plus mentionné explicitement dans les résolutions approuvées par les délégués. Bien que demeurant continuellement soucieuse de son insertion et de son implantation dans la classe ouvrière industrielle, la LCR ne réédita plus ce genre de politique volontariste pour tenter de modifier substantiellement ses caractéristiques sociales.
- 98 Jusqu'à son auto-dissolution en février 2009, sa sociologie ne connut pas de modifications notables avec une assise ouvrière très réduite y compris après la première campagne d'Olivier Besancenot à l'élection présidentielle de 2002, correspondant pourtant à l'arrivée d'une nouvelle génération d'adhérents, le plus souvent primo-militants. Ceux-ci se distinguaient des anciennes générations de militants en ce qu'ils étaient concernés autant par la diminution du taux de rendement des diplômes que par le processus de réorganisation néolibérale du marché du travail depuis le début des années 1980 caractérisée par l'augmentation des formes « particulières d'emploi ». Comme l'a démontré Florence Joshua²²⁹, ces nouveaux militants, trentenaires, appartenaient à la catégorie des « salariés fragiles et mal protégés ». Ils avaient souvent « un niveau de formation initiale qui excède ainsi très largement celui normalement requis pour l'emploi occupé ». Ayant en commun une difficulté à s'insérer et à se stabiliser professionnellement, ils pouvaient occuper, par exemple, des postes de catégorie C de la fonction publique, sans être pour autant des travailleurs industriels.
- 99 Le « tournant vers l'industrie » nous apparaît comme un des « effets différés » de 1968, et de cette volonté de s'affranchir des frontières sociales qui séparent et maintiennent dans l'ignorance de l'Autre, pour permettre à ceux qui ne se rencontrent pas de le faire. Il illustre, par ailleurs, comment le militantisme politique à l'extrême gauche pouvait encore amener, en ce début des années 1980, comme ce fut le cas pendant les années 1968, des femmes et des hommes à consentir, à partir de leurs schèmes interprétatifs de la réalité sociale et de leurs convictions directrices, à des « sacrifices », à des engagements risqués, susceptibles d'engendrer des conséquences biographiques²³⁰ possiblement durables pour eux-mêmes et pour leur entourage.
- 100 Cette politique volontariste de « prolétarianisation » nous a semblé d'autant plus intéressante à étudier qu'elle intervient presque à contretemps. Elle apparaissait

comme la persistance en ce début des années 1980 d'une forme de « centralité ouvrière », et même d'obsession ouvrière, au moment même où l'on assistait, comme l'a démontré l'historien Xavier Vigna, à son crépuscule au sein de la société française, et par là même à la « fin d'un monde ouvrier²³¹ » sous le poids du triptyque déstructurant : désindustrialisation, déconcentration, tertiarisation.

- 101 La classe ouvrière exerçait toujours un fort pouvoir d'attraction sur des militants révolutionnaires, qui, pour certains, ne la connaissaient pas du fait de leurs origines familiales non populaires et de leurs parcours de vie, mais qui, néanmoins, étaient prêts à la rejoindre pour militer au milieu de ces ouvriers, et, par là même, être utiles en luttant quotidiennement pour la défense de leurs intérêts matériels et moraux, notamment par l'engagement prolongé dans le syndicalisme.

NOTES

1. Lettre de Trotski à Cannon sur la composition sociale du parti, 10 octobre 1937 : <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1937/10/Lt19371010.htm> [lien consulté le 09/12/2021].

2. *Idem*.

3. Je tiens à remercier les relecteurs/trices anonymes de la revue *Histoire@Politique* pour leurs critiques et suggestions précieuses, ainsi que Philippe Guérin, Sofia Gérard, Julian Mischi, Philippe Buton, Pierre Vandevorde et Georges Ubbiali pour leurs remarques avisées. J'exprime ma reconnaissance à l'ensemble des témoins pour leur disponibilité et leur confiance.

4. La LCR succéda en décembre 1974 à la Ligue communiste (LC) née lors d'un congrès clandestin à Mannheim en Allemagne au mois d'avril 1969. Elle fut dissoute par décret du 28 juin 1973 à la suite de la manifestation antifasciste et unitaire, émaillée de nombreuses interactions violentes avec les forces de l'ordre, qui se tint à Paris le 21 juin 1973, et qui visait à « empêcher » la tenue de la réunion publique à la Mutualité de l'organisation « nationaliste-révolutionnaire » Ordre nouveau sur le thème de « l'immigration sauvage ».

5. Ligue communiste révolutionnaire, *Oui, le socialisme !*, Paris, Maspero, 1978, p. 354.

6. *Ibid.*, p. 7.

7. Brochure LCR, *Thèses et résolutions du IV^e congrès de la LCR*, Montreuil, Rotographie, 3^e trimestre 1980, p. 77.

8. *Ibid.*, p. 3.

9. Brochure LCR, *Thèses politiques adoptées par le V^e congrès de la LCR*, Montreuil, Rotographie, janvier 1982, p. 46.

10. Claude Pannetier, Bernard Pudal, « Du parti bolchevik au parti stalinien », dans Michel Dreyfus, Bruno Groppo, Roland Lew, Bernard Pudal, Serge Wolikow (dir.), *Le Siècle des communismes*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2000, p. 500.

11. Xavier Vigna, Jean Vigreux (dir.), *Mai-juin 1968. Huit semaines qui ébranlèrent la France*, Dijon, EUD, 2010.

12. Brochure LCR, *Thèses et résolutions du IV^e congrès de la LCR*, op. cit., p. 89.

13. *Ibid.*, p. 75.

14. Brochure LCR, *Thèses politiques adoptées par le V^e congrès de la LCR*, op. cit., p. 44.

15. Entre octobre 1980 et octobre 1981, l'accroissement fut de 19 %. Nicoles Coëffic, « D'octobre 1980 à octobre 1981, l'aggravation du chômage s'est poursuivie », *Économie et statistique*, n° 145, juin 1982, p. 29-40.
16. Jean-Michel Minovez « La désindustrialisation en longue durée », 20 & 21. *Revue d'histoire*, 2019/4 (n° 144), p. 18-33.
17. Marion Fontaine, Xavier Vigna, « La désindustrialisation, une histoire en cours », 20 & 21. *Revue d'histoire*, 2019/4 (n° 144), p. 2-17.
18. André Gorz, *Adieux au prolétariat. Au-delà du socialisme*, Paris, Galilée, 1980.
19. Marnix Dressen, *De l'amphi à l'établi. Les étudiants maoïstes à l'usine (1967-1989)*, Paris, Belin, coll. « Histoire et société. Temps présents », 2000 ; Virginie Linhart, *Volontaires pour l'usine : vies d'établis, 1967-1977*, Paris, Le Seuil, 1994 ; Michelle Zancarini, « À propos des militants établis », *Mouvements*, 2001/5 (n° 18), p. 149 ; Érik Neveu, « Rétablir les établis... », *Savoir/Agir*, 2008/4 (n° 6), p. 53. Nicolas Hatzfeld, « De l'action à la recherche, l'usine en reconnaissances », *Genèses*, 2009/4 (n° 77), p. 152-165.
20. Le terme d'« établissement » appartenant au champ lexical maoïste ne fut jamais employé dans la littérature interne de la LCR, comme s'il s'agissait de distinguer sa démarche d'avec celle des organisations marxistes-léninistes dans les années 1970, jugée, par ailleurs, « sincère », ayant produit, selon leurs propres appréciations, « des résultats spectaculaires » en terme de présence militante dans les usines.
21. UJCML, « Rapport du bureau politique et du secrétariat du comité central à la réunion élargie du comité central », décembre 1967.
22. Robert Linhart, *L'Établi*, Paris, Éditions de Minuit, 1978.
23. AD 35, 508W127 Rennes-Révolutionnaires (1970-1978), note des RG, 18 novembre 1971.
24. Philippe Buton, *Histoire du gauchisme. L'héritage de Mai 68*, Paris, Perrin, 2021, p. 205-240.
25. Julie Pagis, *Mai 68, un pavé dans leur histoire. Événements et socialisation politique*, Paris, Presses de Sciences Po, « Académique », 2014, p. 136.
26. Julie Pagis, « Engagements soixante-huitards sous le regard croisé des statistiques et des récits de vie », *Politix*, 2011/1 (n° 93), p. 93-114.
27. Le militant Claude Bernard dit « Raoul » fut ainsi envoyé, en 1942, par la direction du Courant communiste internationaliste à l'usine Farman, tandis qu'à la Libération le jeune militant Michel Lequenne alla s'embaucher à l'été 1944 comme terrassier sur les chantiers de la SNCF de La Chapelle sur la demande du Parti communiste internationaliste (PCI), sans oublier la trajectoire exemplaire de Simone Minguet, qui fut à l'origine d'une cellule d'entreprise du PCI-SFQI à l'usine d'aviation Caudron-Renault d'Issy-les-Moulineaux, et qui publia à compter du début 1947 le journal *La Vérité-Caudron* ; elle s'investit dans la vague de grèves de l'automne de la même année.
28. Georges Ubbiali, « L'établissement. De l'histoire à la sociologie », *Dissidences* [En ligne], 4 | 2012, mis en ligne le 27 mai 2012.
29. Philippe Artières, Michelle Zancarini-Fournel, 68. *Une histoire collective (1962-1981)*, Paris, La Découverte, 2018.
30. « S'établir en usine dans les années 1970 : Expérience maoïste, expérience trotskiste », *Dissidences* [En ligne], 3, 2012, mis en ligne le 03 novembre 2011.
31. Julie Pagis, Karel Yon, « Se faire ouvrier.e. L'établissement, un cas de *reverse passing* ? », *Genèses*, 2019/1 (n° 114), p. 53.
32. Les anciens permanents politiques de la LCR, François Coustal et Hélène Adam, consacrent quelques développements synthétiques et critiques sur cette question dans leur ouvrage maître. François Coustal et Hélène Adam, *C'était la ligue*, Paris, Syllepse et Arcane 17, 2018, p. 328-331.
33. Cette démarche partisane se distingue notamment de celles solitaires d'intellectuels qui, dans la première moitié du XX^e siècle, se firent ouvrier pour connaître intimement la vie d'usine et

pouvoir en témoigner. Voir sur le sujet Xavier Vigna, « "En vadrouille dans la classe ouvrière" : prédécesseurs méconnus », *Les Temps Modernes*, 2015/3-4 (n° 684-685), p. 187-203.

34. *Courrier du comité central*, n° 115, p. 4.

35. Stéphane Beaud Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière : enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard, 1999, p. 35.

36. Sophie Denave, *Reconstruire sa vie professionnelle. Sociologie des bifurcations biographiques*, Paris, Presses universitaires de France, 2015.

37. Dans le cadre de cette recherche, nous avons interrogé neuf « militants embauchés », sept hommes et deux femmes. Tous ces militants trotskistes appartenaient aux « militants des années 68 » comme ils ont été désignés par la sociologue Florence Joshua, c'est-à-dire qu'ils ont débuté leur engagement partisan entre 1962 et 1981, tandis que, portés par cette espérance de « changer la vie » dans les entreprises, ils consentirent, ici, à la faveur de cette politique organisationnelle, à « changer de vie ».

38. Nicolas Hatzfeld, *Les gens d'usine. Peugeot-Sochaux, 50 ans d'histoire*, Paris, éditions de l'Atelier, 2002.

39. François Moreau, *Combats et débats de la IV^e Internationale*, Hull, Vents d'ouest, 1993.

40. Le rapport « Le tournant vers l'industrie et les tâches de la IV^e Internationale » présenté par Jack Barnes est adopté par le Congrès mondial en obtenant 77 votes pour, 17 votes contre, 16,5 abstentions et 2,5 Ne prend pas part au vote.

41. *Inprecor, Intercontinental Press*, Bulletin intérieur international de discussions, avril 1984, p. 13.

42. François Moreau, *Combats et débats de la IV^e Internationale*, Hull, Vents d'ouest, 1993, p. 245.

43. *Inprecor/Intercontinental Press*, XI^e congrès de la QI, novembre 1979, « Le tournant vers l'industrie et les tâches de la IV^e Internationale », p. 55.

44. La LCR était la section du SU-QI comptant le plus de militants en 1981.

45. Rapport du bureau du SU à la réunion des BP européens les 10 et 11 mai 1980.

46. *Inprecor, Intercontinental Press*, Bulletin intérieur international de discussions, avril 1984, p. 37.

47. *Critique communiste*, numéro spécial, bulletin de discussion, n° 2, avril 1982, p. 7.

48. *Inprecor/Intercontinental Press*, XI^e congrès de la QI, novembre 1979, « Le tournant vers l'industrie et les tâches de la IV^e Internationale », p. 53.

49. *Ibid.*, p. 54.

50. *Brochure LCR*, 4^e congrès de la LCR, *op. cit.*, 1980, p. 17.

51. *Inprecor/Intercontinental Press*, XI^e congrès de la QI, novembre 1979, « L'Europe capitaliste en crise et les tâches actuelles de la IV^e Internationale », p. 107.

52. *Inprecor/Intercontinental Press*, XI^e congrès de la QI, novembre 1979, « Le tournant vers l'industrie et les tâches de la IV^e Internationale », p. 55.

53. *Inprecor, Intercontinental Press*, Bulletin intérieur international de discussions, août 1982, p. 11.

54. *BI*, « Rapport du bureau du SU à la réunion des BP européens, les 10 et 11 mai 1980 », p. 10.

55. Pierre Frank, « Mai 68 : première phase de la Révolution socialiste française », 10 juin 1968.

56. *BI*, « Résumé du rapport sur la construction de l'organisation fait par Aubin au nom de la majorité du CC sortant, au V^e congrès national de la LCR, décembre 1981 », p. 1.

57. *BI*, « Compte rendu du comité central des 27-28 mars 1982 », n° 2, p. 7

58. *Inprecor, Intercontinental Press*, Bulletin intérieur international de discussions, avril 1984, p. 14.

59. *Ibid.*, août 1982, p. 11.

60. *BI de congrès*, « Pour le V^e congrès de la Ligue communiste révolutionnaire », n° 4, p. 10.

61. Entretien avec Rosario, 18 mars 2020.

62. *Cahier militant sur le tournant*, destinataire DV/DS, début 1981, p. 1.

63. Daniel Bensaïd, *Une lente impatience*, Paris, Stock, 2004, p. 125.

64. La deuxième partie du document intitulé « Pour construire une organisation communiste ouvrière », comprenant les mesures pour « prolétarianiser » l'organisation trotskiste, telle que

l'embauche volontaire de militants fut rejetée par 26 % des délégués, tandis que 9 % d'entre eux décidèrent de s'abstenir. Brochure LCR, *Thèses et résolutions du IV^e congrès de la LCR*, op. cit., p. 3.

65. Entretien avec Hélène Adam, 14 mai 2019.

66. *Idem*.

67. Brochure LCR, *Thèses et résolutions du IV^e congrès de la LCR*, op. cit., p. 89.

68. *BI de congrès*, « Un le tournant vers l'industrie », n° 6, p. 14.

69. La LCR était présente dans une quarantaine d'hôpitaux partout en France. *Cahier militant*, « Conférence ouvrière, 14-15-16 mars 1980 », p. 4.

70. Les militants de la LCR étaient implantés dans les centres de tri de la région parisienne (Créteil, Nanterre, Bagnolet, Nanterre, Issy...), mais également dans les grandes villes en province. *Idem*.

71. La LCR revendiquait une implantation dans une vingtaine de villes de province et dans les principales gares parisiennes (Gare de Lyon, Saint-Lazare, Paris-Est, Austerlitz). *Idem*.

72. Frank Georgi, « "Le monde change, changeons notre syndicalisme." La crise vue par la CFDT (1973-1988) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2004/4 (n° 84), p. 93-105.

73. Paul Boulland, Nathalie Ethuin, Julian Mischi, « Les disqualifications des gauchistes au sein du PCF. Enjeux sociologiques et stratégiques », *Savoir/Agir*, 2008/4 (n° 6), p. 29-39.

74. Didier Fischer, « Les étudiants dans les années 1960 ou la gestion d'un monde nouveau », dans Louis Gruel, Olivier Galland, Guillaume Houzel (dir.), *Les Étudiants en France. Histoire et sociologie d'une nouvelle jeunesse*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009, p. 21.

75. Florence Johsua, *Anticapitalistes*, Paris, La Découverte, 2015, p. 69.

76. *Ibid.*, p. 69.

77. *BI*, « Compte rendu du comité central des 17 et 18 mai 1980 », n° 105, p. 4.

78. *Courrier du comité central*, n° 20, 14 janvier 1981, p. 3.

79. Jean-Paul Salles, *La Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981), Instrument du Grand soir ou lieu d'apprentissage*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2005, p. 137.

80. *Cahier militant sur le tournant*, destinataire DV/DS, début 1981, p. 4.

81. Jean-Paul Salles, *La Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981)*, op. cit., p. 138.

82. Entretien avec Hélène Adam, 14 mai 2019.

83. Brochure LCR, 4^e congrès de la LCR, op. cit., p. 76.

84. *Courrier du comité central*, n° 114, août 1982, p. 2.

85. *Courrier du comité central*, n° 20, 14 janvier 1981, p. 3.

86. *BI*, « Rapport du bureau du SU à la réunion des BP européens les 10 et 11 mai 1980 », p. 13.

87. *Bulletin intérieur de congrès*, n° 4, p. 12.

88. Brochure LCR, *Thèses et résolutions du IV^e congrès de la LCR*, op. cit., p. 76.

89. À titre de comparaison, Lutte ouvrière (LO) était présente dans 130 entreprises de la métallurgie.

90. Boris Gobille, « Mai-Juin 68 : crise du consentement et ruptures d'allégeance », Dominique Damme, Boris Gobille, Frédérique Matonti, Bernard Pudal, *Mai-Juin 68*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2008p. 15-34.

91. LO se réjouit que le QI-SU et la LCR aient renoué d'après elle avec la « centralité ouvrière », tout en déplorant que ce soit un sentiment d'urgence, apparu suite à une analyse de la période, qui les amena à opérer ce « tournant ouvrier ». Selon elle, le travail patient en direction de la classe ouvrière industrielle « s'impose prioritairement partout et indépendamment des circonstances » pour « réimplanter les idées et le mouvement révolutionnaire dans un prolétariat qui en a été séparé depuis des dizaines d'années ». Voir *Lutte des classes*, « Un "tournant historique" du Secrétariat unifié : l'orientation vers la classe ouvrière », n° 68, octobre 1979.

92. Ils deviendront des lycées d'enseignement professionnel en 1975, puis des lycées professionnels en 1985.

93. BI, « Rapport introductif de la 3^e conférence nationale embauche des 20 et 21 février », n° 2, avril 1982, p. 8.
94. *Idem*.
95. BI, *op. cit.*, n° 2, avril 1982, p. 27.
96. Camille Peugny, *Le déclassement*, Paris, Grasset, 2009.
97. *Courrier du comité central*, n° 112, août 1982, p. 9.
98. *Cahier militant*, « Conférence ouvrière », 14-15-16 mars 1980, p. 4.
99. BI, *op. cit.*, n° 2, avril 1982, p. 8.
100. Brochure LCR, *Thèses et résolutions du IV^e congrès de la LCR*, *op. cit.*, p. 93.
101. BI, « Réunion nationale d'embauche 27-28 juin 1981 », p. 16.
102. Brochure LCR, *Thèses et résolutions du IV^e congrès de la LCR*, *op. cit.*, p. 75.
103. BI, « Réunion nationale d'embauche 27-28 juin 1981 », p. 23.
104. Brochure LCR, *Thèses et résolutions du IV^e congrès de la LCR*, *op. cit.*, p. 89.
105. BI de congrès, n° 6, p. 13.
106. *Rouge*, n° 969, 15-21 mai 1981.
107. Christophe Batardy, « Expliquer la rupture du Programme commun de gouvernement en septembre 1977 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2017/4 (n° 136), p. 115-129.
108. *Rouge*, n° 950, 3-9 janvier 1981.
109. Voir les différents modèles d'affiches de la campagne du candidat Alain Krivine dans *Rouge*, n° 958, 27 février-5 mars 1981.
110. *Rouge*, n° 963, 3-9 avril 1981.
111. Brochure LCR, *Thèses et résolutions du IV^e congrès de la LCR*, *op. cit.*, p. 58.
112. Plaçant sa candidature à l'élection présidentielle de 1981 sous le signe de « l'unité ouvrière », tout en appelant inlassablement au désistement au second tour en faveur du candidat de gauche le mieux placé face au président sortant, Alain Krivine, déjà candidat en 1969 et 1974, ne put se présenter cette fois-ci faute d'avoir recueilli les 500 parrainages nécessaires. Au cours de ces mois de campagne, la LCR et son candidat multiplièrent les réunions publiques partout en France, avec en point d'orgue un grand rassemblement festif réunissant 10 000 personnes, les 11-12 avril 1981, à Pantin en Seine-Saint-Denis.
113. L'appel « Union dans les luttes » fut lancé le 19 décembre 1979 par des militants communistes, socialistes et des syndicalistes qui refusaient de se résigner à la division des gauches dans la perspective des élections présidentielles et législatives. Les militants de LCR s'investirent dans ce cadre unitaire contribuant largement à populariser ce qui devint, à partir d'octobre 1980, un mot d'ordre commun : « Giscard peut et doit être battu. »
114. *Rouge*, n° 976, 3-9 juillet 1981.
115. Brochure LCR, *Thèses politiques adoptées par le V^e congrès de la LCR*, *op. cit.*, p. 43.
116. BI, Réunion nationale sur l'embauche, « Compte rendu de la conférence nationale nationale des responsables d'embauche », 27-28 juin 1981, p. 12.
117. *Rouge*, n° 978, 17 juillet-28 août 1981.
118. Ludivine Bantigny, Fanny Gallot, « Un internationalisme pratique. La culture politique de la IV^e Internationale dans les années 1970 », *Histoire@Politique*, n° 42, septembre-décembre 2020.
119. Daniel Bensaid, *Stratégie et Parti*, Paris, Éditions La Brèche, mai 1987, p. 13.
120. Brochure LCR, *Thèses politiques adoptées par le V^e congrès de la LCR*, *op. cit.*
121. *Compte rendu du comité central des 4 et 5 juillet 1981*, p. 2.
122. Gérard Le Gall, « Le nouvel ordre électoral », *Revue politique et parlementaire*, n° 893, juillet-août 1981, p. 2-32.
123. *Rouge*, n° 978, 17 juillet-28 août 1981, p. 8.
124. *Idem*.
125. Brochure LCR, *Thèses politiques adoptées par le V^e congrès de la LCR*, *op. cit.*, p. 47.

126. Brochure LCR, *Thèses politiques adoptées par le VI^e congrès de la LCR*, « *Combattre pour une issue socialiste à la crise* », Montreuil, Rotographie, mars 1984, p. 19.
127. Brochure LCR, *Thèses politiques adoptées par le V^e congrès de la LCR*, op. cit., p. 47.
128. Mathieu Fulla, *Les socialistes français et l'économie (1944-1981). Une histoire économique du politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016.
129. Brochure LCR, *Thèses politiques adoptées par le V^e congrès de la LCR*, op. cit., p. 17.
130. Mathieu Fulla, « Quand Pierre Mauroy résistait avec rigueur au "néolibéralisme" (1981-1984) », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2018/2 (n° 138), p. 49-63.
131. Brochure LCR, *Thèses politiques adoptées par le V^e congrès de la LCR*, op. cit., p. 16.
132. *Ibid.*, p. 41.
133. *Ibid.*, p. 47.
134. Entretien avec François Sabodo, 25 mars 2013.
135. *BI*, n° 17, mai 1971, p. 9.
136. Brochure LCR, *Thèses politiques adoptées par le V^e congrès de la LCR*, op. cit., p. 49.
137. *Ibid.*, p. 48.
138. *Ibid.*, p. 19.
139. *Rouge*, n° 978, 17 juillet-28 août 1981.
140. Dès la fin du mois de juin 1981, au lendemain du triomphe des gauches au premier tour des élections législatives, la LCR déplora « l'attentisme social impressionnant des salariés » depuis l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République, cette atonie sociale représentant à ses yeux « la limite immédiate la plus importante aux victoires politiques consécutives du 10 mai 1981 », *Rouge*, n° 974, 19-25 juin 1981.
141. Ludivine Bantigny, 1968, *de grands soirs en petits matins*, Paris, Le Seuil, 2018, p. 74.
142. *BI*, « Compte rendu du comité central des 4 et 5 juillet 1981 », p. 2.
143. Brochure LCR, *Thèses politiques adoptées par le V^e congrès de la LCR*, op. cit., p. 13.
144. Jean-Pierre Asselain, « L'expérience socialiste face à la contrainte européenne », dans Serge Bernstein, Pierre Milza, Jean-Louis Bianco (dir.), *Les années Mitterrand, les années du changement, 1981-1984*, Paris, Perrin, 2001, p. 401.
145. Brochure LCR, *Thèses politiques adoptées par le V^e congrès de la LCR*, op. cit., p. 13.
146. Entretien avec Léon, 15 mars 2019.
147. Eric Hobsbawm, *How to Change the World : Tales of Marx and Marxism*, Londres, Abacus, 2012 ; trad. fr., id., *Et le monde changea : réflexions sur Marx et le marxisme de 1840 à nos jours*, trad. de l'anglais par Frédéric Joly, Paris, Actes Sud, 2014, p. 415-430.
148. Krzyztof Pomian, « La crise de l'avenir », *Le Débat*, n° 7, 1980/7, p. 5-17.
149. Brochure LCR, *Thèses politiques adoptées par le V^e congrès de la LCR*, op. cit., p. 51.
150. *Ibid.*, p. 44.
151. *BI*, « Réunion nationale sur l'embauche, 27-28 juin 1981 », p. 14.
152. À ses côtés, la militante Marie Mension, qui travaillait à mi-temps à Saint-Denis comme employée à l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE), en charge de nombreux plans de restructuration industrielle dans le département de Seine-Saint-Denis (93), et à mi-temps au siège de la LCR à Montreuil, eut pour mission d'orienter et de faciliter les embauches des militants qui la sollicitaient.
153. Selon les statistiques établies par la LCR, entre juin 1980 et décembre 1981, en dépit de quelques embauches dans l'industrie, la part des ouvriers au sein de l'organisation avait eu tendance à régresser, passant de 11,3 % à 9,3 %, tandis qu'au cours de cette période la proportion d'employés, d'enseignants et d'étudiants demeurait quasi identique, avec respectivement 32,3 %, 20 % et 14,2 %.
154. Brochure LCR, *Thèses politiques adoptées par le V^e congrès de la LCR*, op. cit., p. 44.
155. Nicolas Hatzfeld, *Les gens d'usine. Peugeot-Sochaux, 50 ans d'histoire*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2002, p. 353.

156. Christophe, Granger, « Le match et la grève, ou les usages militants de l'événement (années 1970) », *Sociétés & Représentations*, 2011/2 (n° 32), p. 127.
157. Vincent Porhel, *Ouvriers bretons. Conflits d'usines, conflits identitaires en Bretagne dans les années 1968*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008.
158. Richard Hoggart, *La Culture du pauvre*, Paris, Éditions de Minuit, 1970, p. 117.
159. Léon Trotsky, lettre adressée le 24 janvier 1940 : <https://www.marxists.org/francais/trotsky/livres/defmarx/dma7.htm> [lien consulté le 10/12/2021].
160. *Rouge*, n° 997, 31 décembre 1981-7 janvier 1982, p. 8.
161. Brochure LCR, *Thèses et résolutions du IV^e congrès de la LCR*, op. cit., p. 90.
162. *Ibid.*, p. 90.
163. Afin d'estimer le nombre de volontaires et *ipso facto* les possibilités d'embauche et/ou de mutation en banlieue et/ou en province à court et moyen terme, un questionnaire fut adressé au cours de l'année 1981 aux militants des cellules parisiennes de la LCR.
164. Brochure LCR, *Thèses et résolutions du IV^e congrès de la LCR*, op. cit., p. 90.
165. Brochure LCR, « Une chance historique pour la révolution », *thèses du 1^{er} congrès de la LCR*, avril 1975, p. 78.
166. Entretien avec Rémy, 15 avril 2019.
167. BI, « Réunion nationale sur l'embauche, 27-28 juin 1981 », p. 13.
168. *Ibid.*, p. 15.
169. Entretien avec Gilles, 14 mars 2020.
170. Boris Gobille, « L'événement Mai 68. Pour une sociohistoire du temps court », *Annales. Histoire, Sciences sociales*, 2008/2 (63^e année), p. 321-349.
171. Vincent de Goulejac, *Les Sources de la honte*, Paris, Desclée de Brouwer, 1996.
172. Voir Michelle Zancarini-Fournel, « À propos des militants établis », *Mouvements*, 2001/5 (n° 18), p. 149.
173. *Idem.*
174. Julie Pagis, *Mai 68, un pavé dans leur histoire. Événements et socialisation politique*, Paris, Presses de Sciences Po, 2014, p. 135.
175. Entretien avec Rosario, 18 mars 2020.
176. Entretien avec Esther, 12 octobre 2021.
177. BI, « Rapport sur les questions organisationnelles », n° 13, octobre 1983, p. 128.
178. Entretien avec Alain, 24 avril 2014.
179. BI, « Réunion nationale sur l'embauche, 27-28 juin 1981 », p. 18.
180. *Cahier militant*, « Réunion nationale embauche, des 24-25 octobre 1981 », p. 4.
181. Entretien avec Jean, 14 avril 2014.
182. BI de congrès, n° 4, p. 10.
183. *Courrier du comité central*, n° 115, mai 1982.
184. BI de congrès, n° 4, p. 10.
185. Michel Pialoux, Christian Corouge, *Résister à la chaîne. Dialogue entre un ouvrier de Peugeot et un sociologue*, Marseille, Agone, 2011.
186. Entretien avec Gérard, 25 mai 2020.
187. *Idem.*
188. Charles Suaud, Nathalie Viet-Depaule, *Prêtres et ouvriers, une double fidélité mise à l'épreuve (1944-1969)*, Paris, Karthala, 2004.
189. Xavier Vigna, *Histoire des ouvriers en France au XX^e siècle*, Paris, Perrin, 2012, p. 190.
190. Entretien avec Rosario, 18 mars 2020.
191. Simone Weil, *La Révolution prolétarienne*, 10 juin 1936.
192. Robert Chenavier, « Simone Weil. Philosophe du travail », *Revue d'éthique et de théologie morale*, 2007/2 (n° 244), p. 35.
193. Entretien avec Régis, 26 avril 2020.

194. Stéphane Beaud Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière : enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard, 1999, p. 183.
195. Entretien avec Régis, 26 avril 2020.
196. Vincent De Gaulejac, *La Névrose de classe. Trajectoire sociale et conflits d'identité*, Hommes et groupes, (1^{ère} édition 1987) 2016, p. 123.
197. Entretien avec Régis, 26 avril 2020.
198. Laurent Jalabert, « Aux origines de la génération 1968 : les étudiants français et la guerre du Vietnam », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 1997/3 (n° 55), p. 69-81.
199. Robi Morder, Didier Leschi, *Quand les lycéens prenaient la parole : les années 68*, Paris, Syllepse, 2018.
200. Entretien avec Régis, 26 avril 2020.
201. *Cahier militant*, « Réunion nationale d'embauche des 24-25 octobre 1981 », p. 3.
202. Pierre Bourdieu, *Leçon sur la leçon*, Paris, Éditions de Minuit, 1982, p. 14-15.
203. Entretien avec Régis, 26 avril 2020.
204. Julian Mischi, *Servir la classe ouvrière, sociabilités militantes du PCF*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010.
205. Entretien avec Régis, 26 avril 2020.
206. *Idem*.
207. *BI*, « Et le tournant vers l'industrie au congrès mondial », décembre 1984, p. 3.
208. *Idem*.
209. À l'instar d'Esther, plusieurs militantes de la LCR s'embauchèrent dans des entreprises au personnel salarié exclusivement masculin.
210. *Courrier du comité central*, « Projet de résolution soumis par Bourgueil : le tournant vers l'industrie et l'embauche », n° 114, 1982, p. 5.
211. En 1986, alors que l'organisation trotskiste avait perdu un quart de ses effectifs par rapport à 1981, on estimait que 28 % des militants engagés à un moment donné dans le processus d'embauche avaient « arrêté ». La majorité d'entre eux étaient demeurés à la LCR, certains avaient quitté l'organisation trotskiste en même temps que leur travail ouvrier, tandis que d'autres avaient cessé de militer à la LCR tout en demeurant dans l'entreprise où ils s'étaient embauchés. Voir *BI*, « Bilan et perspectives pour la politique d'embauche », juillet 1986, p. 30.
212. Entretien avec Esther, 12 octobre 2021.
213. En 1986, seulement une dizaine de sections de la LCR dans toute la France disposaient d'une commission d'embauche toujours active. *BI*, « Bilan et perspectives pour la politique d'embauche », juillet 1986, p. 30.
214. Au moins cinq nouvelles cellules avec des feuilles d'entreprises furent créées dans des grandes entreprises industrielles de la métallurgie et de la chimie, suite à l'embauche de douze militants de la LCR entre 1980 et 1983. *BI*, « cinq interventions construites par l'embauche, un premier bilan », mai 1987, p. 2.
215. Mathieu Tracol, « Le gouvernement Mauroy face à la désindustrialisation : de la crise économique à la crise sociale et politique », *20 & 21. Revue d'histoire*, 2019/4 (n° 144), p. 65-79.
216. *BI*, « Et le tournant vers l'industrie au congrès mondial », décembre 1984, p. 3.
217. *BI*, « Cinq interventions construites par l'embauche, un premier bilan », mai 1987, p. 4.
218. *Brochure LCR*, Thèses politiques adoptées par le VI^e congrès de la LCR, « Combattre pour une issue socialiste à la crise », *op. cit.*, p. 22-23.
219. Sidérurgie, Talbot, Citroën, Charbonnage...
220. Sur la période 1981 et 1985, on évalue le nombre de journées de grève dans les entreprises privées et les entreprises publiques nationalisées à 1 505 600 contre 3 241 580 entre 1976 et 1980. Voir Stéphane Sirot, *La grève en France : une histoire sociale, XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Éditions Odile Jacob, 2002, p. 33.

221. Dominique Labbé, « La syndicalisation en France depuis 1945 : Rapport final d'enquête réalisée pour le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle », 1995.
222. Elle n'obtint finalement que 3 % des suffrages exprimés en moyenne, bien qu'elle remportât ses deux premiers élus municipaux, Michèle Ernis, institutrice, à Saint-Étienne-du-Rouvray (banlieue rouennaise) et Alain Remoiville, ouvrier dans la chimie, à Cenon (banlieue bordelaise). Leurs listes obtinrent 6,13 % et 6,80 %.
223. BI, « Rapport Laurent pour le BP, Bilan d'activité de la LCR depuis le dernier congrès », p. 169.
224. Brochure LCR, *Thèses politiques adoptées par le VII^e congrès de la Ligue communiste révolutionnaire*, « Avancer vers un parti des travailleurs. Regrouper une alternative anticapitaliste », Montreuil, Rotographie, non daté, p. 39.
225. Brochure LCR, *Thèses politiques adoptées par le VII^e congrès de la Ligue communiste révolutionnaire*, « Avancer vers un parti des travailleurs. Regrouper une alternative anticapitaliste », p. 14.
226. Jean Ranger, « Le déclin du Parti communiste français », *Revue française de science politique*, 36^e année, n° 1, 1986. p. 46-63.
227. Florence Johsua, *Anticapitalistes*, Paris, La Découverte, 2015, p. 50.
228. Olivier Fillieule, *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005.
229. Florence Johsua, « Repenser la production sociale de la révolte. À partir d'une étude des transformations du recrutement à la LCR depuis 2002 », *Revue française de science politique*, 2013/5 (vol. 63), p. 850.
230. Catherine Leclercq, Julie Pagis, « Les incidences biographiques de l'engagement. Socialisations militantes et mobilité sociale. Introduction », *Sociétés contemporaines*, 2011/4 (n° 84), p. 5-23.
231. Marion Fontaine, *Fin d'un monde ouvrier : Liévin 74*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2014.

RÉSUMÉS

Tout au long des années 1970, la Ligue communiste révolutionnaire s'est efforcée de résoudre le problème primordial de la liaison organique avec la classe ouvrière, sujet révolutionnaire au sein du mode de production capitaliste. Confrontée autant à une composition sociale jugée toujours « anormale » pour une organisation luttant pour l'émancipation économique du salariat exploité, qu'à un contexte socio-politique devant conduire à court et à moyen terme, selon ses prédictions, à une situation révolutionnaire, il fut décidé à compter de juin 1980 de demander à ses militants, sur la base du volontariat, d'aller « s'embaucher » dans les « secteurs clés de l'industrie » pour que l'organisation trotskiste puisse prétendre jouer un rôle décisif dans les conflits d'usine espérés et attendus.

Throughout the 1970s, the *Ligue communiste révolutionnaire*, or LCR (Revolutionary Communist League) endeavored to solve the fundamental problem of forming organic ties with the working class, its revolutionary goal within the existing capitalist mode of production. Confronted with both a social composition that was always seen as “abnormal” for an organization fighting for the economic emancipation of exploited workers, and with a socio-political context that would lead — according to its predictions — in the short and medium term to a revolutionary situation, the LCR decided in June 1980 to ask its activists, on a voluntary basis, to go and “get hired” in the

“key sectors of industry,” so that the Trotskyist organization could claim to play a decisive role in the hoped-for and expected factory conflicts.

INDEX

Mots-clés : extrême gauche, années 1980, classe ouvrière, usine, embaucher

Keywords : far left, activist, 1980's, working class, factory, hiring

Thèmes : Varia

AUTEUR

HUGO MELCHIOR

Chercheur en histoire contemporaine, Hugo Melchior est membre de la Société française d'histoire politique. Ses travaux portent principalement sur l'histoire des organisations trotskistes et maoïstes, de la violence militante, des engagements politiques, et des mouvements étudiants. Il a publié notamment « La grève oubliée des étudiants en médecine de Rennes » (*Revue historique*, 2021/1, n° 697, p. 93-138) ; « De jeunes militants révolutionnaires à l'épreuve d'un mouvement étudiant et lycéen "apolitique". Rennes, 1986 » (*Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2017/2, n° 134, p. 115-130) ; « Le militantisme révolutionnaire à l'heure de la clandestinité dans les années 1968. Le cas du Parti communiste marxiste-léniniste de France » (*Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2017/1, n° 133, p. 39-54).